



## Partout, l'éducation populaire

Un dossier coordonné par Auréline (AL Toulouse), Adeline (AL Paris nord-est) et Tudy (AL Savoie). Illustration : Alexandre (La Sala)

La conception libertaire du progrès social repose sur l'émancipation individuelle et collective des individus. Elle n'a rien à voir avec l'avant-gardisme ou une vision autoritaire.

C'est pourquoi les questions éducatives sont centrales pour les libertaires, bien au-delà du strict système scolaire : tout au long de la vie, les individus sont appelés à former leur conscience politique et à s'émanciper des mécanismes de domination. C'est précisément cela, l'objectif de l'éducation populaire, dont

les pratiques sont inscrites dans l'ADN du mouvement libertaire.

L'éducation populaire n'existe pas « en soi ». C'est un processus qui peut se retrouver dans des lieux très divers – et au contraire être absent de lieux qui, pourtant, s'en réclament.

Cette démarche, telle que nous la concevons, est forcément politique : elle consiste à décrypter les rapports de domination, à prendre conscience de la place que l'on occupe dans la société, à apprendre à se constituer collectivement en

contre-pouvoir, à expérimenter sa capacité à agir.

Ce qui est visé, ce n'est pas seulement le développement ou l'épanouissement personnels : c'est bien l'émancipation individuelle et collective, et la transformation de la société.

Ce dossier spécial essaie de faire le tour de la question.

Il dresse l'historique des différentes approches de l'éducation populaire en France (pages 12-13), part chercher des courants analogues hors de l'Hexagone (page 19)

– l'expression « éducation populaire » semble en effet n'exister qu'en français – et définit un certain nombre de concepts (pages 14-15).

Il propose également un voyage dans les lieux où l'on peut trouver – ou pas – de telles pratiques : dans le secteur agréé « Jeunesse et Éducation populaire » (pages 16-17), au sein du système scolaire (page 20), dans la sphère du travail (page 18), sur les lieux de production et de transmission de culture (pages 20-21) et dans les quartiers populaires (pages 22-23).

histoire

# Deux cents ans de volontarisme et

L'éducation populaire a des origines plurielles. Depuis 1789, plusieurs courants ont fait de l'instruction et de la conscientisation du peuple un impératif. Certains pour affermir la république face à l'obscurantisme ; certains pour adoucir la violence du capitalisme ; d'autres enfin pour éveiller la révolte.

C'est au XVIII<sup>e</sup> siècle, à l'époque des Lumières, que l'ont fait remonter l'idée d'une « éducation populaire ». Dans un contexte de lutte contre l'obscurantisme et l'emprise de l'Église catholique en France, se diffuse l'idée d'une nécessaire éducation de toutes et tous et, en l'occurrence, du peuple, par le peuple, pour le peuple. Ce sont les prémices de l'idée d'éducation d'action directe.

En 1792, en pleine révolution, Condorcet remet à l'Assemblée législative un Rapport sur l'instruction publique dans lequel on peut lire : « Tant qu'il y aura des hommes qui n'obéiront pas à leur raison seule, qui recevront leurs opinions d'une opinion étrangère, en vain toutes les chaînes auraient été brisées, en vain des

opinions de commandes seraient d'utiles vérités. Le genre humain n'en resterait pas moins partagé entre deux classes : celle des hommes qui raisonnent, et celle des hommes qui croient. Celle des maîtres et celle des esclaves. »

Si la Révolution française n'a pas abouti à une émancipation des exploités, se limitant à substituer au pouvoir de l'aristocratie celui de la bourgeoisie capitaliste, elle a néanmoins permis le brassage d'un grand nombre d'idées émancipatrices, dont celles défendues par Condorcet.

Elles vont faire leur chemin.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, marqué en France par les révolutions de 1830, de 1848 et de 1871, naissent trois courants qui pratiquent, chacun à leur façon, une forme d'éducation populaire :

- un courant laïc républicain ;
- un courant chrétien social ;
- un courant ouvrier et révolutionnaire.

## CONTRE L'OBSCURANTISME : LE COURANT LAÏC RÉPUBLICAIN

A la suite de Condorcet, le courant laïc républicain estime qu'il faut faire reculer l'obscurantisme entretenu par l'Église pour établir solidement une république. Se créent alors les grandes associa-

tions laïques qui visent à développer l'instruction pluridisciplinaire des adultes pour créer les conditions du progrès social.

Ainsi, au lendemain de 1830, est fondée l'Association polytechnique, dont l'un des animateurs est Auguste Comte, le philosophe du « positivisme », cette vision quasi mystique d'une humanité s'élevant inexorablement grâce à la science. En 1848, lui succède l'Association philotechnique, qui existe toujours.

En 1866, enfin, la Ligue de l'enseignement est fondée par Jean Macé, journaliste républicain et auteur d'ouvrages de vulgarisation scientifique.

En 1868, alors que le Second Empire s'adoucit, une loi autorise les réunions publiques, dès lors qu'elles ne traitent ni de politique ni de religion. Evidemment, cet interdit est vite contourné, et l'on voit se multiplier les espaces permettant au peuple de s'instruire et même d'aborder les questions sociales. Ces réunions publiques de l'Empire finissant sont de réels lieux d'éducation populaire, déterminants dans la formation politique de celles et ceux qui deviendront les Communards.

En 1871, la Commune de Paris décrète certaines réformes, parmi lesquelles l'enseignement laïc et gratuit, ainsi que l'enseignement professionnel assuré par les travailleurs eux-mêmes.

Dix ans plus tard, le sinistre Jules Ferry créera l'école républicaine pour soustraire les enfants à l'influence des religieux certes, mais aussi pour endiguer les idées révolutionnaires.

## CONTRE LA MISÈRE : LE COURANT CHRÉTIEN SOCIAL

Le christianisme social est un mouvement interclassiste qui réunit fils de notables et de jeunes ouvriers et paysans, et qui se structure autour de la lutte contre la misère et la pauvreté. Il a parfois, notamment sur son versant protestant, rejoint le courant laïc sur la vision de l'éducation.



Sur son versant catholique, il est représenté notamment par la revue *Le Sillon*, fondée en 1894 par Marc Sangnier. Dans les années 1900, *Le Sillon* devient l'organe d'un vaste mouvement qui prend une tournure hétérodoxe vis-à-vis de la doctrine de l'Église, jusqu'à ce qu'à être condamné par le pape Pie X pour « modernisme ». Discipliné, il s'autodissout en 1910.

Il aura cependant une postérité indirecte. La Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), fondée en 1925, joue un rôle important de conscientisation sociale de la jeunesse, notamment dans les zones rurales. Elle connaît son âge d'or dans les années 1960, avant d'entrer en déclin. Elle existe toujours, sur des bases plutôt progressistes.

## CONTRE LE CAPITAL : LE COURANT OUVRIER ET RÉVOLUTIONNAIRE

Le mouvement ouvrier français trouve son origine dans les amicales, mutuelles et coopératives créées dès les années 1810-1820, pour contourner l'interdiction des syndicats par la loi Le Chapelier en 1791.

Après que la répression de la Commune lui a brisé les reins, le mouvement ouvrier reprend véritablement son essor dans les années 1880 et devient une « puissance » qui compte.

Les révolutionnaires se méfient de l'école bourgeoise édiflée par

Jules Ferry avec les lois de 1881-1882, et cherche à préserver une culture et des valeurs propres à la classe ouvrière. Dans les années 1890, les bourses du travail, créées par les municipalités pour réguler le marché de l'emploi, sont subverties par les syndicalistes révolutionnaires qui cherchent à les transformer en bases d'une contre-société prolétarienne, en les dotant de services d'entraide, de bibliothèques, de cours du soir où l'on étudie l'économie, la philosophie, l'histoire. L'éducation est alors conçue comme un prélude à la révolution : « Ce qui manque à l'ouvrier, c'est la science de son malheur », écrit l'anarchiste Fernand Pelloutier, élu secrétaire de la Fédération des bourses du travail en 1895.

## L'INSTITUTIONNALISATION ET LA TUTELLE DE L'ÉTAT

Dans les années 1920-1930, l'« éducation populaire » devient peu à peu un secteur d'activité à part entière.

De 1940 à 1944, le régime de Vichy veut mouler la jeunesse dans l'idéologie de la Révolution nationale dont la devise est « travail, famille, patrie ». Trois dispositifs seront créés pour cela : les chantiers de jeunesse, les écoles de cadres ou écoles de chefs, et les maisons des jeunes.

L'ordonnance du 2 octobre 1943 crée l'agrément « Jeunesse

**En 1910, le pape condamne *Le Sillon* pour « modernisme »**

# de tentatives de domestication

et éducation populaire ». Les associations qui l'obtiennent se placent de fait sous la tutelle de l'Etat, et peuvent obtenir des subventions. C'est le début d'une institutionnalisation qui sera reconduite après la Libération.

Sous Vichy, des associations d'éducation populaire ont d'ailleurs été fondées dans la clandestinité – les Francas et Peuple et Culture, dès 1943 – et, à la Libération, ces jeunes résistants vont plaider pour le développement d'une éducation politique de masse conçue comme une pédagogie de la démocratie, de manière à prévenir les tentatives totalitaires.

Cette ambition, cependant, fait long feu. En effet, si une Direction de l'éducation des adultes et de l'éducation populaire est mise en place au sein du gouvernement provisoire de 1944, elle est diluée en 1948 dans une Direction générale de la jeunesse et des Sports, à l'ambition politique bien plus restreinte.

## LA DÉRIVE VERS L'ANIMATION SOCIO-CULTURELLE

En 1959, alors qu'est créé le ministère de la Culture sous la houlette du romancier gaulliste André Malraux, l'éducation populaire reste au sein de la Jeunesse et des Sports : le nouveau ministère n'a pas pour mission l'émancipation du peuple, mais la création artistique et l'accès aux « œuvres capitales de l'humani-

té ». Ainsi, par exemple, la pratique du théâtre amateur dépend du ministère de la Jeunesse, alors que le théâtre de « création » passe au ministère de la Culture.

L'idée de pédagogie de la démocratie est abandonnée par les institutions. Elle se transforme en animation socio-culturelle, rattachée aux loisirs.

C'est dans cette période que le secteur de l'éducation populaire entre dans un cercle vicieux.

Tout d'abord, ses militantes et ses militants obtiennent une reconnaissance de l'Etat, ce qui entraîne la création de droits et l'allocation de moyens.

Mais tout cela provoque l'institutionnalisation et la dépolitisation des actions menées. L'état d'esprit militant disparaît, le professionnalisme gagne du terrain ; on doit être diplômé pour pouvoir être animateur ou animatrice ; les dirigeantes et les dirigeants de structures s'éloignent socialement des premiers intéressés qu'ils considèrent désormais comme « leur public ».

Les tenants d'un courant militant tentent de résister. L'élan subversif et autogestionnaire de Mai 68 les y aide. Le 25 mai 1968, les directeurs et directrices des MJC publient la « Déclaration de Villeurbanne », qui stipule : « tout effort culturel ne pourra plus que

nous apparaître vain aussi longtemps qu'il ne se proposera pas expressément d'être une entreprise de politisation : c'est à dire d'inventer sans relâche, à l'intention de ce non-public, des occasions de se politiser, de se choisir librement, par-delà le sentiment d'impuissance et d'absurdité que ne cesse de susciter en lui un système social où les hommes ne sont jamais en mesure d'inventer ensemble leur propre humanité ».

## UN PETIT RETOUR DE FLAMME

Après le reflux des luttes dans les années 1980, les années 1990, ouvrent l'ère de la technicisation. Jusque-là, une ou un animateur faisait de tout, le but étant de créer du collectif et du politique. Désormais, ils et elles sont spécialisés sur une activité. Cela signifie que le moyen – le sport, la pratique artistique, etc. – devient une fin en soi. Le politique est encore un peu plus oublié.

En novembre 1998, le ministère de la Jeunesse et des Sports organise des « Rencontres pour l'avenir de l'éducation populaire » avec les actrices et les acteurs du secteur. Des groupes de travail sont créés. Si tout cela reste sans effet sur les politiques d'Etat, une poignée de militantes et de militants se découvrent des convictions communes.

Après la Libération, la tutelle de l'Etat crée un cercle vicieux

De ces rencontres naîtront plusieurs projets novateurs, dont la scop Le Pavé en 2007<sup>1</sup>. Le Pavé et d'autres ont véritablement remis l'éducation populaire au goût du jour. Le terme a même tendance à devenir un mot-clef, à glisser impérativement dans son dossier de demande de subventions.

Ressuscitée, aussitôt aseptisée ? Ce qui est certain, c'est qu'un mot ne suffit pas à changer des pratiques associatives prisonnières de leur modèle économique et du fonctionnement court-termiste et dépolitisé des financements par appels à projets.

Et aujourd'hui ?

Si l'éducation populaire existe, et si elle n'a jamais cessé d'exister, c'est dans ses multiples formes, et non dans sa confiscation par des associations se réclamant d'un label ministériel « Jeunesse et Éducation populaire ».

Elle existe partout où on mène une action en faveur de la conscientisation, de l'émancipation, du développement de la puissance d'agir et de la transformation sociale : dans les syndicats, dans les structures éducatives qui mettent en œuvre des pédagogies alternatives, dans les entreprises qui fonctionnent en autogestion, dans le travail social quand il n'est pas conçu comme du contrôle social, etc. Et c'est ce que ce dossier s'applique à démontrer.

AdeLine (AL Paris nord-est)

## Quand les auberges de jeunesse étaient subversives

Aujourd'hui, les auberges de jeunesse (AJ) ne sont guère plus qu'une forme d'hôtellerie cool... mais il fut une époque où l'« ajisme » était un mouvement contre-culturel à part entière, qui a formé politiquement des dizaines de milliers de jeunes.

Les premières auberges de jeunesse sont nées en Allemagne dans les années 1900, dans le sillage des Wandervögel, un mouvement de jeunesse contre-culturel très porté sur la randonnée et le retour à la nature.

Le concept est importé de ce côté du Rhin par Marc Sangnier, qui fonde en 1929 la première auberge de jeunesse (AJ)... d'inspiration chrétienne. A sa suite, plusieurs autres voient le jour. En 1933, les AJ laïques font leur apparition, parrainées par la CGT et par la Ligue de l'enseignement : Daniel Guérin en est un des animateurs.

Avec les 40 heures et les congés payés obtenus en 1936, des milliers de personnes adhèrent au mouvement et se qualifient bientôt d'« ajistes », ce qui témoigne de la conscience d'appartenir à un mouvement à part entière. Dans les AJ, on trouve aussi bien des femmes que des hommes, la mixité – audacieuse pour l'époque – étant la règle, sauf dans les dortoirs. Les ajistes animent une vie collective forte et fraternelle, autour d'activités autogérées, de débats et conférences, de moments conviviaux et culturels – danse, théâtre, cinéma...

Les règles suivies sont : démocratie, laïcité, mixité, internationalisme, anti-racisme, travail collectif au profit de tous. Cet idéal, mis à mal sous l'Occupation, ressurgit avec force à la Libération. Les AJ sont alors de réels lieux d'éducation populaire, pétris d'esprit libertaire, et un vivier pour les oppositions de gauche au stalinisme, notamment le trotskisme et l'anarchisme. Nature et culture, loisirs et politique s'y mêlent joyeusement.

Gil Devillard, militant à la FA et à la CNT, et un des animateurs de la grande grève de 1947 à Renault-Billancourt, était un ajiste assidu. C'est dans cette mouvance qu'il a été initié à la méthode Karman pour pratiquer des IVG clandestines<sup>1</sup>.

Le mouvement ajiste, très vivant,

suscite cependant des convoitises. Dès la fin des années 1940, un pôle gestionnaire-paternaliste s'y fait jour, appuyé par le ministère de la Jeunesse et des Sports, pressé de discipliner cette jeunesse trop indépendante. Un pôle autogestionnaire-militant s'oppose à la « normalisation » qu'induirait la professionnalisation de la gestion, et souhaite que les AJ restent sous le contrôle des usagers et des usagers. C'est sur cette ligne qu'est fondé le Mouvement indépendant des auberges de jeunesse (MIAJ) en 1951, qui perpétuera l'esprit libertaire de l'ajisme jusque dans les années 1970.

AdeLine (AL Paris nord-est)

1. Notice de Gil Devillard dans le *Maitron des anarchistes*, 2014.

théorie

# Qu'est-ce que l'éducatio

Ce n'est pas de l'endoctrinement, ce n'est pas de l'animation socio-culturelle, ce n'est pas du « citoyennisme »... mais alors, en quoi est-ce que ça consiste exactement ?

Le principe de l'éducation populaire, c'est de promouvoir, en dehors du système d'enseignement traditionnel, une éducation visant le progrès social.

Elle a pour concepts-piliers l'émancipation ; la conscientisation ; le développement du pouvoir d'agir et la transformation sociale.

Elle associe les axes personnel, collectif et politique.

S'écarter de la victimisation et d'un humanisme paternaliste, elle veut développer la puissance d'agir : *pouvoir intérieur, pouvoir*

*de, pouvoir sur.* Le tout sans tomber dans l'excès inverse : le slogan néolibéral culpabilisateur du type « Si tu veux, tu peux ».

Au travers des processus d'éducation populaire, il s'agit, individuellement et collectivement, d'affirmer sa dignité, de s'auto-éduquer, de prendre conscience des rapports sociaux et de construire une force collective, apte à imaginer et à agir pour la transformation sociale.

Deux objectifs pour cela : « s'autoriser à », et souhaiter améliorer la société.



## 1<sup>er</sup> objectif : « S'autoriser à »

Ici, il s'agit de gagner en audace, en créativité, en capacité à penser par soi-même ; de se questionner sur l'état des choses tel qu'il est ; de comprendre qu'il n'est pas immuable ; de s'autoriser à, de se sentir habilité à, de se sentir capable de, de ne pas s'autocensurer ni s'autolimiter à la place qui nous est assignée par les rapports sociaux, le genre, la culture d'origine ; de favoriser une éducation de toutes et tous par toutes et tous, une valorisation des savoirs de chacun.

La première étape de l'émancipation, c'est de prendre conscience des rapports de domination subis, que ceux-ci soient structurels (principalement le racisme, le patriarcat, le capitalisme, l'hétéronormativité) ou propres à chaque groupe (par exemple l'ancienneté, le savoir...). Il s'agit de « tuer les flics qu'on a dans la tête », pour reprendre une formule d'Augusto Boal (l'initiateur du Théâtre de l'opprimé<sup>1</sup>) et de se libérer des dominations que nous avons intériorisées.

Rien à voir, donc, avec le « développement personnel » dont débordent les rayonnages des librairies et, qui, lui, propose des méthodes pour être heureux malgré les rapports de dominations subis.

Savoir que l'aliénation existe ne suffit pas. Les fumeurs et les fumeuses savent que « fumer nuit

gravement à la santé ». Les femmes savent que les portes des écoles d'ingénieurs ne leur sont pas formellement fermées. Mais seule une prise de conscience, provoquée par une affectation particulière peut entraîner l'émancipation d'une aliénation.

Par ailleurs, le stigmatisme peut entraîner une appropriation et une justification de ce qui peut paraître infamant : « On dit ça de moi ? Je vais finir par le penser de moi-même, et l'assumer et même vouloir être ainsi. »

### QUATRE NIVEAUX DE CONSCIENTISATION

À la suite de Colette Humbert, une pédagogue proche des idées du Brésilien Paul Freire, on peut identifier quatre niveaux de conscientisation :

- *la conscience soumise*, tout d'abord, n'entraîne qu'un sentiment d'impuissance ;

- *la conscience pré-critique* ensuite, nous conduit à mettre des mots sur les choses et à nous situer dans les rapports sociaux.

- *la conscience critique intégratrice* nous pousse à vouloir faire bouger les choses mais sans pour autant être prêt à tout remettre en cause.

- *la conscience critique libératrice*, enfin, nous fait constater qu'agir dans le cadre ne suffit pas, et nous pousse à agir collectivement pour changer le cadre.

## 2<sup>e</sup> objectif : souhaiter une amélioration de la société

Le second objectif de l'éducation populaire, c'est de provoquer l'envie - irrésistible, si possible - d'améliorer la société.

Dans ce cadre, il va s'agir d'aller d'un *pouvoir intérieur* vers un *pouvoir de*, puis à un *pouvoir sur*. Il faut libérer son imaginaire, oser l'utopie (un horizon peut-être inatteignable, mais qui structure l'action) et se donner des objectifs atteignables en termes d'action (car ce qui peut enlever du pouvoir d'agir, c'est de s'attacher à quelque chose de trop grand pour nous, sur lequel on n'a pas de prise).

Il faut s'efforcer d'accroître la conscience d'appartenir à une société, et d'avoir une responsabilité politique au sein de cette société. Il s'agit de pratiquer la démocratie et l'autogestion.

Pour augmenter ce qu'on appelle la *puissance d'agir*, il faut se mettre dans une dynamique où l'on va produire l'histoire, et pas seulement la subir. D'où l'idée de ne pas s'arrêter à un pouvoir de, mais de viser justement un pouvoir sur, qui donnera le sentiment que oui, on peut transformer la société.

**Produire l'histoire, et pas seulement la subir**

1. A l'intersection de la politique et de l'art, le courant du « théâtre de l'opprimé » a été initié au Brésil, dans les années 1960 par Augusto Boal. Sous différentes formes, il a délaissé scènes de théâtre pour se projeter dans la rue, cherchant l'interaction avec les spectateurs via des saynètes à caractère social.
2. Miguel Benasayag, propos recueillis par Louis Morice, *Nouvelobs.com* le 29 octobre 2014.
3. Jean Foucambert, éditorial de la revue de l'Association française pour la lecture, *Lecture* n°87, septembre 2004.
4. Jean-Pierre Nossent, « Revenir aux sources de l'éducation populaire », *Politique* n°51, octobre 2007.

# populaire, au juste ?

## Le leurre de la « participation »

Dans l'après-guerre, le gaullisme s'est efforcé d'apaiser la lutte des classes en encourageant la collaboration entre les capitalistes et leurs salarié-e-s. Ce fut la création des comités d'entreprise, de la participation aux bénéfices, et de ce serpent de mer qu'on nomme l'actionnariat salarié. Mai 68 et la décennie d'« insubordination ouvrière » qui s'est ensuivie a relancé l'idée que les travailleuses et les travailleurs devaient avoir plus de pouvoir dans l'entreprise. Dans sa version révolutionnaire, cette idée conduisait à l'autogestion socialiste.

Dans sa version contre-révolutionnaire, elle a conduit au « management participatif » et à ses divers gadgets (cercles de qualité, groupes d'expression, groupes de projet...) qui permettent d'aspirer les bonnes idées des travailleurs sans jamais les laisser décider sur les questions importantes.

Dans les années 1990, cette stratégie de management participatif a connu une transposition à l'échelle communale, avec notamment l'expérience du « budget participatif » de Porto Alegre (Brésil). Il s'agissait de confier à des assemblées de quartier le soin de décider à quels postes serait affectée une partie du budget municipal. Après une phase d'enthousiasme pour cette expérience par ailleurs instructive, les mouvements sociaux ont peu à peu déchanté. En effet, dans un cadre capitaliste, sans remise en cause de l'accaparement des richesses par les classes possédantes, les militantes et les militants des quartiers populaires ont constaté avec amertume qu'on les autorisait en réalité à « autogérer » les miettes du gâteau. Et que leur action revendicative avait été anesthésiée, accaparés qu'ils étaient par des études de dossiers.

Autant dire que le concept de « démocratie participative », sous couvert de faire prendre un bain de jouvence à la démocratie, sert surtout à fabriquer du consentement.

Adeline (AL Paris nord-est), Guillaume Davranche (AL Montreuil)

## De la diversité des stratégies

Tout comme l'action politique, l'éducation populaire peut investir trois niveaux stratégiques :

### 1. SANS LE POUVOIR

Les expériences alternatives menées en dehors du système dominant ont valeur d'exemplarité, même si leur généralisation semble impossible : les Amap ne vont certainement pas entraîner l'extinction des hypermarchés, la presse indépendante ne va pas ruiner les grands groupes de médias, les écoles alternatives ne vont pas saper les bases de l'Éducation nationale et les quelques coopératives autogérées qui existent ne vont pas liquider le mode de production capitaliste. Néanmoins, ces « alternatives en acte » constituent des contre-exemples, la preuve qu'on peut faire autrement, que le modèle capitaliste n'est pas le seul possible.

### 2. CONTRE LE POUVOIR

S'opposer au système en place, le remettre en cause, en dénoncer la violence et l'absurdité, c'est aussi constitutif de l'éducation populaire. L'action politique a des effets sur la société, mais plus

encore sur les militantes et les militants qui, à mesure qu'ils embrassent une cause, « tuent les flics qu'ils ont dans la tête ». La contestation du système, même la moins radicale, relève de cette démarche. Elle constitue parfois le premier pas vers les idées révolutionnaires.

### 3. AVEC LE POUVOIR

Il peut exister des espaces de subversion au sein du système. C'est ce que peuvent pratiquer par exemple, à force de patience et d'opiniâtreté, les partisans et les partisans d'une alternative pédagogique qui agissent au sein de l'Éducation nationale, ou bien les militantes et les militants autogestionnaires qui travaillent dans les structures institutionnalisées dites d'éducation populaire.

Qu'on le veuille ou non, ces trois stratégies interagissent, et c'est tant mieux. Si la séparation était étanche, le risque serait que chacune, s'autosuffisant, se déconnecte d'un projet de transformation globale (pour la première), réelle (pour la deuxième) et radicale (pour la troisième) de la société.

## Contre la culture comme produit de consommation

L'éducation populaire est souvent confondue avec l'animation socio-culturelle. C'est le résultat de politiques publiques qui ont neutralisé son pouvoir critique, et qui ont obtenu que bien des associations s'auto-censurent pour correspondre à ce qu'on attendait d'elles.

Pourtant, l'éducation populaire n'a rien de commun avec la notion de « loisir », qui, comme l'écrit Jean Foucambert, de l'Association française pour la lecture, n'est jamais que « du temps gagné sur le travail spolié, du temps pour oublier le travail, pour tenter de s'en remettre. Et s'y remettre. »<sup>3</sup>

« L'éducation populaire est une pratique culturelle de résistance, a écrit le pédagogue belge Jean-Pierre Nossent. Ou plus exactement de mise en œuvre d'une cul-

ture de la résistance. Résistance à quiconque voudrait réduire les individus et les groupes sociaux à un objet pour le capitalisme qui tente de les enchaîner au service de biens de consommation, tant par leur inclusion dans son système que par l'exclusion de certains. »<sup>4</sup>

La culture est un outil de dignité pour les peuples. Mais par culture, il ne faut pas entendre la production d'« œuvres » par des « artistes » estampillés, que le bon peuple se doit d'admirer pour être reconnu comme « cultivé ».

Ce qui compte, encore une fois, c'est d'encourager toutes et tous à œuvrer. Il est moins question d'amener les gens à « la culture » que de favoriser l'expression de la leur, ou tout du moins de leur identité.

La culture est un outil de dignité pour les peuples

## Une pédagogie de la démocratie

Parce qu'elles ont pour objectif de politiser le plus grand nombre, les démarches d'éducation populaire constituent une pédagogie de la démocratie.

S'agit-il de « civisme » ou de « citoyennisme » ?

Nullement. Là où l'éducation civique communément pratiquée, notamment dans le système scolaire, vise le maintien de l'ordre et de la paix sociale - voter

utile, ramasser le papier par terre, tenir la porte à la vieille dame -, l'éducation populaire ambitionne de faire émerger des esprits critiques, revendicatifs, contestataires. Non pas pour se singulariser et prendre la pose du rebelle grande gueule, mais pour susciter l'action collective.

C'est une démarche qui encourage la montée en puissance des

personnes, individuellement et collectivement. Elle s'appuie sur la mémoire des luttes, et pratique une démocratie vivante, c'est-à-dire autogestionnaire.

« Une société sans une certaine tolérance vis-à-vis de la conflictualité ne se condamne pas à la paix et l'harmonie, elle se condamne à l'affrontement », disait le philosophe Miguel Benasayag dans une interview

après la mort de Rémi Fraisse à Sivens<sup>2</sup>. Et c'est vrai. Parce qu'ils sont indispensables à un fonctionnement démocratique, l'éducation populaire valorisera toujours la conflictualité, les débats contradictoires, la complexité de la pensée et l'absence de solutions miracles, venant résoudre tous les problèmes de l'extérieur.

Adeline (Paris nord-est)

salarial

# Dévouement militant :

Pour les animatrices et animateurs de colonies de vacances, c'est la surexploitation sans fard : proportionnellement au nombre d'heures travaillées, le salaire est dérisoire – presque de l'argent de poche. Et cela, avec la complicité des employeurs et de l'État.

Pourquoi les animatrices et les animateurs revendiquent-ils si peu leurs droits ? Parce qu'ils vivent un paradoxe. Au nom de la tradition militante de l'éducation populaire, on considère l'animation comme un engagement au service des enfants. En réalité, elle est au service de structures dépolitisées, prestataires de services.

Résultat : les employeurs exigent à la fois une posture professionnelle – neutralité, responsabilité, autonomie, respect de la hiérarchie – et les sacrifices d'un engagement militant – en terme de temps de travail, de mise en danger, d'investissement...

## SOLIDAIRES-ISÈRE ATTAQUE EN JUSTICE

La contractualisation de ce paradoxe porte un nom : c'est le contrat d'engagement éducatif (CEE). Ce contrat massivement utilisé a pour particularité de ne pas relever du Code du travail

mais d'un objet juridique hybride et très contesté : le Code de la famille.

En 2006, année de la création du CEE, Solidaires-Isère a dénoncé devant le Conseil d'État les entorses au droit du travail dont il fourmillait. Le syndicat a été débouté sur les questions de rémunération et de temps de travail hebdomadaire, mais, en octobre 2010, la Cour de justice de l'Union européenne lui a donné raison sur le repos quotidien. Celui-ci n'était tout simplement pas prévu dans le CEE !

## LE LOBBY PATRONAL CONTRE-ATTAQUE

L'État français devait donc introduire dans le CEE un minimum de 11 heures de repos quotidien<sup>1</sup>. Mais cela ennuyait bien les employeurs qui ont aussitôt mis en place un véritable lobby – non pour réclamer davantage de financement public du « droit aux



vacances », mais pour préserver... la précarité de leur main d'œuvre.

Un groupe de travail, dirigé par l'Inspection générale des affaires sociales, s'est alors mis en place avec des employeurs comme la Ligue de l'enseignement, la Jeunesse au plein air (JPA), le comité d'entreprise de la SNCF, des collectivités territoriales et des organismes à but lucratif. Objectif de

la réflexion : contourner la décision de la justice européenne. Et là, le lobby a marqué des points. Le repos de onze heures consécutives par jour a été entériné, mais avec la possibilité de le limiter à huit heures, voire de le supprimer si besoin. De toute façon, les employeurs peuvent dormir sur leurs deux oreilles : les contrôles sont quasi inexistantes, le gou-

secteur institutionnel

## Agréé par l'Etat, soumis au marché

L'éducation populaire, c'est une pratique, mais c'est aussi... un agrément. C'est-à-dire une tutelle, des subventions, la professionnalisation. Est-ce un gage d'éthique ? Pas vraiment, comme le montre leur gestion du personnel et leur course aux marchés publics.

En créant, en 1943, un agrément « Jeunesse et éducation populaire » (JEP), le régime de Vichy a amorcé l'institutionnalisation d'un mouvement qui, jusque-là, fonctionnait de façon autonome, sans subventions étatiques. Reconduite après la Libération, cette mise sous tutelle ministérielle ne devait plus cesser.

Aujourd'hui, cet agrément JEP est devenu indispensable. Pour une question de crédibilité, les associations se doivent de l'obtenir – sans garantie toutefois que son attribution soit assortie de subventions !

Le « secteur JEP » représente en France 430 000 associations (soit 49 % du total des associations), pour un budget cumulé de près de 18 milliards d'euros, soit près de 1,4 % du PIB [sic]. Elles emploient près de 680 000 per-

sonnes (350 000 en équivalent temps plein) et s'appuient sur 6 millions de bénévoles<sup>1</sup>.

Le Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (Cnajep) regroupe les mastodontes du secteur, soit environ 70 structures parmi lesquelles la Ligue de l'enseignement, les Céméa, les Francas, Léo Lagrange, les MJC, l'UFCV, les Scouts et Guides de France, les Foyers de jeunes travailleurs, la Joc, le MRJC, la Fédération sportive et gymnique du travail.

Autant dire que ces grosses machines aux budgets impressionnants sont confortablement installées dans l'é-

conomie française et n'aspirent pas à bousculer le système en place. Prisonnières de leurs frais de fonctionnement, elles sont lancées dans une course permanente aux marchés publics.

Ces associations sont héritières d'une longue histoire (lire page 12) et leurs spécificités sont encore mar-

quées bien que beaucoup soient tombées dans le piège de la professionnalisation. L'animation politique est déléguée à des salarié-e-s, ce qui sape l'autogestion associative. La position de ces salariés, sous prétexte d'un présup-

posé engagement militant, est souvent compliquée : le chantage affectif est monnaie courante dans un milieu peu syndiqué, où l'on consent trop facilement aux heures sup' non rémunérées. Difficile, ensuite, de sortir du cercle vicieux de l'auto-exploitation.

En 2014, la réforme des rythmes

scolaires, en allégeant la journée de classe et en introduisant des heures d'ateliers périscolaires en maternelle et dans le primaire, a ouvert un nouveau marché.

Pour répondre à cette demande, certaines grosses associations ont candidaté les unes contre les autres, sans se soucier des difficultés rencontrées par leurs concurrentes plus petites – celles qui proposaient des activités en continu le mercredi par exemple.

A l'occasion de cette réforme, le secteur de l'éducation populaire n'a pas su négocier les conditions (taux d'encadrement, durée des ateliers, etc.) nécessaires pour mener des ateliers ambitieux.

Qui trinque à l'arrivée ? Les animatrices et animateurs sur le terrain, trop souvent sous-formés, sous-payés et sous-employés ; et bien sûr les enfants, notamment ceux des municipalités désargentées condamnées aux ateliers low-cost...

**Caroline (AL Paris nord-est)**

<sup>1</sup> Chiffres donnés par le Cnajep, regroupement des plus grosses structures du secteur.

**Difficile de sortir du cercle vicieux de l'auto-exploitation**

# gare à l'arnaque

vernement est de connivence.

Le plus intéressant, dans cette contre-offensive, c'est toutefois le discours sur lequel elle s'est appuyée.

## LE FRONT POPULAIRE A BON DOS !

Après un discours empreint de nostalgie sur la défense de nos jolies colonies de vacances attaquées par les normes absconnes de Bruxelles<sup>2</sup>, le lobby a invoqué la spécificité française du secteur de l'animation, issu du Front populaire. Des employeurs qui se réclament de « la spécificité française »<sup>3</sup> et du Front populaire, non vous ne rêvez pas ! C'est la magie du patronat de gauche.

Jamais à court d'imagination, les employeurs se sont également mis à revendiquer, dès le jugement européen, la création d'un statut de volontaire qui permettrait, une fois encore, d'échapper au Code du travail. Et de jurer, la main sur le cœur, qu'il ne s'agirait pas de travail dissimulé.

## OUI, ON PEUT FAIRE AUTREMENT

Les animatrices et animateurs de l'association Les 400 coups (Isère) ont décidé d'aller à contre-courant. Certes, porteurs d'un projet autogestionnaire et anti-consumériste, ils ne veulent pas perdre le caractère militant de l'animation, mais ils refusent que

cela justifie la casse des conditions de travail.

En instaurant l'égalité salariale entre directeurs et animateurs et en intégrant dans les équipes des intervenants spécialisés (encadrants sportifs, culturels,...) plutôt que de recourir à des « prestataires extérieurs », Les 400 coups ont abouti, pour l'année 2015, à des quotas d'encadrement corrects tout en portant le forfait journalier à 40 euros. Un des objectifs de long terme est d'atteindre le smic horaire. Et oui, c'est demander le beurre et l'argent du beurre... Les animatrices et les animateurs volontaires n'ont généralement ni l'un ni l'autre.

**Tudy (AL Savoie)**

## Le CEE : travailler pour 1,78 euro de l'heure

Quelles sont les traits principaux du contrat d'engagement éducatif (CEE) ?

### Durée : extensible

- plafond horaire : 48 heures par semaine... calculé sur une moyenne sur six mois ;  
- la totalité des contrats signés par une ou un employé ne peut excéder 80 jours sur 12 mois consécutifs.

### Temps de repos : rétractible

- chaque semaine : minimum un jour complet ;  
- chaque jour : minimum 11 heures consécutives.

Ce repos quotidien peut toutefois être supprimé ou être réduit à 8 heures, ouvrant droit à un repos compensateur par la suite.

### Rémunération : en fraises Tagada

Le forfait journalier minimum est de 21,40 euros.

Une ou un animateur payé au plancher, qui fait douze heures dans une journée travaille donc pour 1,78 euro de l'heure !

### Rupture du contrat : sans pitié

Si une ou un animateur est malade ou accidenté, l'employeur peut rompre le contrat pour « impossibilité pour le titulaire de continuer à exercer ses fonctions ».

## Abolir le salariat grâce au « service civique »

Il est courant que des associations fassent travailler des jeunes en service civique, pour des durées de six à douze mois, et un temps de travail de 24 à 35 heures hebdomadaires... le tout pour 573 euros net par mois. Le service civique a été créé en 2010 par Martin Hirsch, officiellement pour aider à l'insertion professionnelle de jeunes peu ou pas diplômés.

Pourtant, il n'ouvre pas droit aux indemnités chômage. Pourquoi ? Parce qu'il n'est pas rétribué par un salaire, mais par une « indemnité » - 442 euros versés par l'Etat + 100 euros versés par l'association. Un bon moyen pour faire bosser des gens pour pas cher : 542 euros pour un temps plein, qui dit moins ?

Les responsables associatifs peuvent bien être titillés par leur mauvaise conscience... les volontaires ne manquent pas. Ces services civiques sont en effet, pour beaucoup, l'occasion de servir une cause en laquelle ils et elles croient, tout en touchant un petit revenu, et en espérant un emploi pérenne par la suite.

1. « Désormais, les monos de colos ont droit à un repos quotidien », *Libération*, 11 octobre 2011.

2. Jean-Paul Fauché (Ligue de l'enseignement) : « L'Europe veut-elle la peau de nos jolies colonies de vacances ? », sur *Atlantico.fr*, le 4 août 2011.

3. Généralement, le patronat est plus prompt à invoquer le modèle anglo-saxon ou allemand, et à déplorer le « retard français ».

renouveau

## Dans les marges : la nouvelle vague

De jeunes associations, des scop qui font parler d'elles, des chercheurs qui défrichent, des hackers qui partagent leur savoir, des zadistes doués de leurs mains... On assiste à l'émergence de pratiques d'éducation populaire connectées à la contestation sociale.

Au centre du paysage de l'éducation populaire, il y a certes les grandes fédérations, comme la Ligue de l'enseignement, Léo Lagrange, les Francas... Mais dans les marges surgissent, ces dernières années, de nouveaux collectifs qui ne se satisfont pas de la dérive vers des activités socio-culturelles vidées de leur sens, et en appellent à une « éducation populaire politique ».

Parmi elles, plusieurs ont choisi la forme scop (société coopératives et participatives) : Le Contrepied (Ille-et-Vilaine), L'engrenage (Indre-et-Loire), L'orage (Isère), Vent debout (Haute-Garonne)... Pour ces scop, l'éducation populaire doit proposer des espa-

ces pour dire le monde tel qu'il est, mais aussi tel qu'on voudrait qu'il soit, et exercer une volonté collective sur la façon de vivre. Les stages, les rencontres - histoires de vie, conférences gesticulées, théâtre de l'opprimé, enquêtes, jeux à partir de situations-problèmes, entraînement au débat public - font une place à l'apprentissage du conflit et donnent des outils pour la lutte collective.

De leur côté, les « praticiens-chercheurs » du Labocoop (Labocoop.org) repensent, dans le sillage du philosophe Luc Carton ou du sociologue Christian Maurel, une éducation populaire qui puise aux sources du mouvement ouvrier, en s'appuyant

entre autre sur les universités populaires de Paris-VIII et de Bordeaux, et sur l'Université coopérative de Paris.

### LOGICIELS OPEN SOURCE

Dans le champ des pratiques numériques, des collectifs collaboratifs émergent, sous différentes appellations : hacker spaces, Tetaneutral (fournisseur d'accès alternatif), April (promotion et défense de logiciels libres)... Ce sont avant tout des lieux centrés sur les questions techniques, construction d'objets à l'aide de machines inventées ou montées pour l'occasion, maîtrise des logiciels libres, accès internet libéré des grands opérateurs.

On pourrait imaginer de petits groupes de geeks faisant leurs affaires dans leur coin... Eh bien pas du tout : ils se donnent en général pour mission d'être ouverts aux non-spécialistes, un peu dans la lignée des associations

d'éducation scientifique. Ils sont aussi des laboratoires de réflexion sur les logiciels open source, pour que chacun puisse se réapproprier les outils numériques, voir les subvertir.

Au-delà de l'émergence de ces nouveaux collectifs, l'éducation populaire a aussi trouvé une seconde jeunesse dans des espaces de luttes comme les zones à défendre (ZAD) qu'on a vu éclore à Notre-Dame-des-Landes ou à Sivens. Pour résister à la pression des pouvoirs publics, pour occuper le terrain, on s'y initie à l'auto-construction et à l'auto-production. Même si ces expériences ne s'inscrivent pas dans un cadre organisationnel, elles relèvent d'une démarche éducative active qui a pour but de transformer notre rapport à l'environnement et de nous donner des outils de lutte, qu'ils soient philosophiques ou pratiques.

**Juïen (AL Tours)**

lutte des classes

# Quand le syndicat fait école

Comment amener les salarié-es à agir ici et maintenant, et à agir dans une optique de transformation sociale ? Question cruciale pour ceux et celles (à AL et ailleurs) qui se réclament du syndicalisme révolutionnaire. Deux voies complémentaires existent pour cela : la pratique des luttes collectives d'une part, la formation syndicale d'autre part.

« Le syndicalisme est le mouvement de la classe ouvrière qui veut parvenir à la pleine possession de ses droits sur l'usine et sur l'atelier ; il affirme que cette conquête en vue de réaliser l'émancipation du travail sera le produit de l'effort personnel et direct exercé par le travailleur. A la confiance dans le dieu du prêtre, à la confiance dans le pouvoir des politiciens inculquées au prolétaire moderne, le syndicalisme substitue la confiance en soi ; à l'action étiquetée tutélaire de Dieu et du Pouvoir, il substitue l'action directe - orientée dans le sens d'une révolution sociale - des intérêts, c'est-à-dire des salariés. »<sup>1</sup> C'est par ces belles lignes qu'en 1909 l'ex-secrétaire de la CGT, Victor Griffuelhes, débutait une brochure de vulgarisation sur le syndicalisme. L'esprit de l'éducation populaire saute aux yeux.

## OUVRIÈRES IMMIGRÉES EN PREMIÈRE LIGNE

Les luttes collectives, qui permettent d'expérimenter intimement la confrontation avec

l'ordre établi, sont des vecteurs d'émancipation de première importance.

Parmi bien d'autres, et sans les idéaliser, on peut évoquer à ce titre deux luttes animées par des syndicats SUD ces dernières années : la grève des sans-papiers de Man-BTP en 2008-2009 à Paris 20<sup>e</sup> et la lutte des ouvrières et ouvriers du nettoyage SNCF en 2013<sup>2</sup>.

Les sans-papiers sont souvent dotés d'une conscience aigüe des rapports de domination et d'exploitation. La lutte de Man-BTP, relativement auto-organisée, a permis à des centaines d'ouvriers de sortir de l'ombre et de conquérir leurs cartes de séjour et leur dignité.

Quant à la grève du nettoyage de 2013 à la SNCF, elle a engendré des actes de solidarité entre travailleurs du privé et cheminots. Les ouvrières immigrées, en première ligne, ont emporté le combat et n'ont plus craint de s'impliquer syndicalement !

Dans les deux cas, l'expérience acquise a été spectaculaire, struc-

turante pour les individus comme pour le groupe.

En matière de formation, on ne peut cependant pas tout attendre des luttes collectives. Dans la période actuelle, elles ne sont hélas pas si nombreuses, et ne touchent que très inégalement les différents secteurs du prolétariat. Avant et après les conflits sociaux, il est donc nécessaire de diffuser tous les savoirs et outils utiles pour mieux se bagarrer.

## SUR LES BANCS DU CEFI-SOLIDAIRES

Comme d'autres organisations syndicales, l'union Solidaires a fondé un institut de formation syndicale, le Centre d'étude et de formation interprofessionnel (Cefi-Solidaires), qui travaille en partenariat avec les réseaux d'éducation populaire.

L'enjeu est de transmettre des valeurs, une éthique, des outils juridiques, un esprit « lutte des classes » et des pratiques autogestionnaires aux milliers de militantes et de militants qui y transitent chaque année. Accueillant principalement des animatrices et animateurs de syndicats, dans le privé comme dans le public, des délégué-e-s du personnel, des élu-e-s au comité hygiène sécurité conditions de travail (CHSCT) et au



comité d'entreprise, les formations sont assurées, en majorité, par des équipes de Solidaires ayant une expérience de terrain. Des brochures de formation complètent l'ensemble.

Transmission des valeurs et des savoirs-faire : cet enjeu est d'autant plus important pour Solidaires que son développement - 110.000 adhérents aujourd'hui - se fait avec des générations de travailleurs et de travailleuses qui n'ont pas été marquées par l'effervescence des débats et des luttes des années 1970, contrairement à la génération fondatrice.

L'expérience de la lutte collective, une formation autogestionnaire : l'avenir du mouvement ouvrier se joue là.

Marcos Vega (AL Paris nord-est)

quartiers populaires

## Grenoble-La Villeneuve : précieuse street-fighteuse

La carriole de Madame RueTabaga est bien nommée. Arme de convivialité massive, cette simple structure mobile permet à l'association d'animer des ateliers de rue sur le quartier de la Villeneuve et dans un bidonville de Grenoble.

À la Villeneuve, un quartier populaire du sud de Grenoble, la « street-fighteuse » écumie le quartier, ameutant des hordes d'enfants au pied des immeubles. Il s'agit d'une structure mobile, qui déploie toutes les semaines ses ateliers de rue gratuits et ouverts à toutes et tous sans conditions. Ses différentes activités (jardinage, cuisine, arts plastiques, cirque...) se terminent toujours par un goûter, suivi d'un « conseil » où sont débattues les prochains ateliers, l'auto-discipline ou des sujets plus larges à propos du quartier...

Ces ateliers procèdent de la « pédagogie sociale ». Celle-ci ne cherche pas à créer un environnement éducatif idéal dans l'espoir d'en faire sortir une société tout aussi idéale. Il s'agit d'une pédagogie de l'ici et du maintenant, qui ne se dissocie pas du milieu qu'elle travaille. Pour autant, c'est une pédagogie de transformation, et en ce sens, elle s'inscrit bien dans l'éducation populaire. A l'instar de Paulo Freire et du Mouvement des sans-terre brésilien, elle s'appuie sur l'appropriation d'un bien commun et sur la production/création. De là émerge le

processus de transformation, qui induit tant l'émancipation sociale qu'un développement créatif de l'individu.

Ce que l'on recherche au travers des ateliers, c'est l'autonomie (via une interdépendance collective visant l'appropriation collective des moyens de production), l'organisation (l'expérimentation d'un fonctionnement collectif horizontal) et la créativité (imaginer des moyens de transformer son milieu en s'affranchissant des schémas habituels).

## UNE RELATION DISSYMMÉTRIQUE ? JUSTEMENT

Un soin particulier est donné aux relations humaines. En raison des liens tissés, des demandes vont s'ex-

primer, des besoins être identifiés. Des petits groupes vont se constituer pour des actions précises (réaliser une expo, organiser un repas pour financer des séjours, écrire une lettre à la mairie...). Ponctuellement, une attention spécifique va être donnée à une famille ou à un enfant en particulier (pour une situation d'urgence, un besoin d'affection...). Certes, c'est bien au pédagogue d'être particulièrement soigneux et attentionné. La relation peut donc être dissymétrique, mais c'est précisément cela qui crée du mouvement et transforme le milieu. Les relations s'enrichissent de ces situations, et viennent à leur tour nourrir les ateliers de rue.

Robin (Grenoble)

• Plus d'info : [www.mmeruetabaga.org](http://www.mmeruetabaga.org)

Etats-Unis

# Des hobos aux organizers

Il y a cent ans, aux Etats-Unis, des ouvriers révolutionnaires itinérants, vagabonds parmi les vagabonds, portaient la bonne parole syndicaliste de chantier en usine. Aujourd'hui, pour aider les luttes des franges les plus précaires du prolétariat, les syndicats paient des agitateurs professionnels, les *organizers*.

Si l'éducation populaire est un terme typiquement français, les Etats-Unis et le Canada ont connu des mouvements partageant des préoccupations similaires. Avez-vous déjà entendu le mot *empowerment* ? On pourrait le traduire par « capacitation » ou « autonomisation ». *L'empowerment* vise à donner aux groupes et individus les outils leur permettant de mener leur propre émancipation.

Cette idée remonte à loin. Dès leur fondation, en 1905, les Industrial Workers of the World (IWW), un mouvement syndicaliste révolutionnaire très dynamique, se sont posés des questions cruciales : alors que le prolétariat états-unien était composé d'une mosaïque de migrants de toutes langues et de toutes origines, comment développer une conscience collective, une culture commune et une éducation autonome ?

Les syndicalistes des IWW, surnommés « wobblies », compartaient dans leurs rangs beaucoup d'ouvriers vagabonds (*hobos*), qui vivaient « sur le trimard », de

chantier en usine, et n'hésitaient pas à tenir meeting dans les « jungles », ces campements sauvages de déshérités.

Pour toucher les miséreux, les IWW usaient de moyens de propagande simples et efficaces : caricatures, chansons, théâtre de rue...

## ÇA BOUGE SUR LA GAUCHE DE L'AFL

Jusqu'à ce que la répression et les dissensions mettent un frein à son développement, l'IWW va constituer un contre-pouvoir très important, comptant jusqu'à 100 000 adhérents à son apogée, avant 1914, et marquant durablement la culture populaire. Nombre de *folk singers*, dont Bob Dylan, peuvent être considérés comme les héritiers de leur culture de la chanson engagée<sup>1</sup>.

L'influence des IWW s'estompe dans les années 1920 mais, à partir des années 1930, une nouvelle pratique voit le jour dans la frange gauche de l'AFL (la grande centrale syndicale états-unienne), qui va donner naissance à ce spécimen militant typiquement nord-

américain qu'est l'*organizer*.

L'*organizer* est une ou un activiste, souvent jeune et politisé, possiblement d'extrême gauche. Payé par le syndicat<sup>2</sup>, il devient un agitateur professionnel, envoyé en mission dans les milieux ouvriers émiettés pour les aider à se structurer et à revendiquer. Une fois que le groupe est soudé autour de quelques victoires, l'*organizer*

1. A ce sujet, lire Joyce Kornbluh, *Hobos & Wobblies. Industrial Workers of the World : agitateurs itinérants aux Etats-Unis (1905-1919)*, L'Insomniaque, 2012.
2. « Become a Union Organizer », page de recrutement sur le site de l'AFL-CIO ([www.aflcio.org](http://www.aflcio.org)).

part vers de nouvelles aventures. On peut en voir un à l'œuvre dans le film de Ken Loach *Bread and Roses* (2000).

Ce modèle militant a également existé à diverses époques dans le syndicalisme français, tout en restant plutôt l'exception. Mais aux Etats-Unis, il est devenu la norme. Dès les années 1930, le pragmatisme et la créativité déployés par les *organizers* ont d'ailleurs inspiré Saül Alinsky pour sa théorie du *community organizing* (lire page 24).

Tudy (AL Savoie),  
Guillaume (AL Montreuil)

## Au Brésil, l'œuvre éducative des sans-terre

Dans les années 1980, le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre du Brésil (MST) met en action des dizaines de milliers de paysans pauvres. Ils et elles occupent les champs de grands propriétaires, suivant le slogan « La terre à ceux qui la travaillent ». Rapidement, il a fallu prendre en charge l'éducation des centaines d'enfants qui avaient suivi leurs parents dans ces occupations illégales. Pour les instruire, il a donc fallu monter des écoles sauvages (1 800 au total dans le pays), avec des éducateurs volontaires. On estime qu'au total 160 000 enfants ont ainsi pu être scolarisés et 3 900 éducatrices et éducateurs formés – mis devant le fait accompli, les pouvoirs publics ont dû accorder des subventions de fonctionnement. Les écoles liées au MST utilisent la pédagogie de Paulo Freire. D'autres mouvements sociaux brésiliens ont ensuite repris cette pratique, dont le Mouvement des travailleurs sans toit (MTST).

En réalité, cette œuvre éducative de grande ampleur, à destination des plus pauvres, vient de loin. Il y a un siècle déjà, anarchistes et syndicalistes bâtissaient des écoles pour les filles et les fils du prolétariat, afin de leur transmettre les valeurs du monde qu'ils et elles espéraient construire. On peut citer l'anarchiste et féministe Angelina Soares, enseignante dans les écoles libertaires de São Paulo dans les années 1920-1930, et qui a beaucoup travaillé à construire une pédagogie émancipatrice.

Lívio (Federação Anarquista do Rio de Janeiro)

échanges internationaux

## Touristes, nous ? jamais

Le tourisme et les voyages c'est facile. Se rencontrer réellement par-delà des frontières, ça l'est beaucoup moins. Depuis près de dix ans, les Ceméa Pays-de-la-Loire tentent la rencontre internationale réciproque et solidaire. Expériences pour rire ensemble, causer de nos pays et de nos cultures, mais aussi chambouler notre quotidien.

La « mobilité », on la croise partout. Dans les études ou au boulot, il faut être capable de bouger, de s'adapter. Mais cette « mobilité » n'est certainement pas la même pour tout le monde. Pour une partie de la jeunesse européenne de classe moyenne, l'expérience internationale est devenue un rite de passage, un plus indispensable sur le CV. Elle peut prendre plusieurs formes : année en Erasmus, stage à l'étranger, année de coupure post-études... Cette mobilité est choisie et accompagnée, vécue comme un moment fondamental de construction de soi.

Pour une autre partie de la jeunesse, cette mobilité est subie et précaire : c'est la migration vers les bassins d'emplois, la nécessité de s'éloigner de ses ami-e-s et de sa famille pour pouvoir gagner un peu de thunes ou pour trouver un logement.

A l'échelle internationale, cette injustice est multipliée par 100 : le flux des touristes dans un sens, celui des migrantes, migrants et exilés dans l'autre. Entre les deux, un ensemble de dispositifs de répression et de mort qu'on appelle les frontières. Une facilité de plus en plus grande de déplacement pour certains accompagne la

multiplication des camps et des murs pour contenir les autres.

Aux Ceméa Pays-de-la-Loire, les projets d'échange de jeunes – avec l'Italie, l'Allemagne, la Palestine ou encore la Tunisie – se confrontent à ces questions par l'action concrète : une vingtaine de jeunes se rencontrent pendant une dizaine de jours. Des jeunes qui ne partent pas forcément d'habitude, pour qui le voyage à l'étranger n'est pas une routine.

### SE PRÉPARER À ACCUEILLIR CHEZ SOI

Les échanges de jeunes font se poser toutes les questions qu'on a sur nos vies, sur les rapports avec nos familles, sur notre vision du monde, et la religion dans tout ça, et le travail, la pauvreté, la police qui nous lâche rarement, la musique...

Mais ce n'est pas si simple de construire un collectif quand on est une vingtaine, qui ne partagent pas forcément les mêmes habitudes de ménage ou le même rythme dans la journée... Se rencontrer, c'est aussi

construire une vie quotidienne ensemble, ne pas se marcher sur les pieds, se parler. L'éducation populaire passe aussi par là, par l'expérimentation d'un collectif qui ne soit ni la famille ni une institution.

Tout cela avec une exigence de réciprocité. Lorsqu'on est allé quelque part, il faut se préparer à accueillir chez soi, se battre avec les préfectures pour faire venir les gens et qu'ils puissent vivre aussi cette expérience.

Bien sûr, tout n'est pas rose, ces échanges drainent leur lot de questions : quels compromis avec les institutions pour rendre tout ça possible ? Comment mener des projets égalitaires quand nos situations de départ ne le sont pas du tout ? Comment ne pas reproduire la logique touristique et créer des liens de long terme ?

Mais peut-être qu'amener des questions c'est finalement le plus important. Sortir des certitudes pour pouvoir avancer, là-bas comme ici.

Rom, militant des Ceméas

● Témoignages, photos sur <http://international.cemea-pdll.org>

Éducation nationale

# Des grains de sable dans l'engrenage

Lorsque l'on parle de la pédagogie Freinet, on pense surtout à un apprentissage interactif. Mais plus qu'une simple alternative au cours magistral, les pédagogies actives sont les héritières de principes politiques très libertaires.

Il y a plus de 100 ans, le 26 mai 1915, disparaissait, au cœur des tranchées, Albert Thierry, l'homme du « refus de parvenir ». Si l'idéal que cet instituteur syndicaliste avait défendu en parole et en actes – seule une émancipation collective, dans la société ou à l'école, est en mesure de libérer les dominés – a connu une certaine postérité, on reconnaît moins en lui le promoteur, au sein de l'institution scolaire, d'une « pédagogie d'action directe ».

Cette pédagogie socialement engagée, on la retrouve bien sûr chez Célestin Freinet, qui appelait les militantes et les militants à ne plus rester de « paisibles conservateurs dans leur classe », attendant la révolution sans la préparer « activement [...] dans sa classe, son quartier, son village... »<sup>2</sup>

## LA COMPÉTITION, NON MERCI

Dans les années 1900, une poignée de jeunes institutrices et instituteurs dans la mouvance syndicaliste révolutionnaire se sont approprié la riche réflexion pédagogique du mouvement ouvrier et de ses outils de lutte – les syndicats, les Bourses du travail... De Proudhon à la Commune de Paris, en passant par la Première Internationale, considérant

que l'éducation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, il s'agissait pour elles et eux de substituer à l'école « pour le peuple » l'école « du peuple ».

L'apport du mouvement syndical enseignant a été, tout en s'affirmant solidaire du mouvement ouvrier, de porter la contestation au sein même du système.

D'abord par la mise en pratique de principes – la coopération, le travail collectif, l'action sur son milieu – qui s'opposent à ceux portés aussi bien par l'école traditionnelle que par le capitalisme : la compétition, l'évaluation permanente, etc.

Pour cette « pédagogie sociale », l'élève n'est plus un simple spectateur-consommateur mais un acteur et un auteur-producteur de ses apprentissages.

## DU CONSEIL D'ÉLÈVES À L'AG D'ORGANISATION

La mise en débat des institutions de la classe ou de l'établissement à travers la réunion du « conseil d'élèves » – dans les lycées expérimentaux on parle d'assemblée générale d'organisation –, l'accent mis sur l'apprentissage mutualisé, dans une démarche collective, le travail critique sur les procédures d'évaluation, l'appropriation de son



milieu pour, peut-être, le changer, à travers des productions artistiques ou d'écriture « pour de vrai » (correspondance, journal), etc.

Autant d'outils qui permettent encore aujourd'hui de « subvertir la pédagogie », pour reprendre le titre de la série de stages coorganisés par SUD-Education, la CNT-Education, la CNT-SO, la CGT-Education 93, Émancipation, le Groupe français d'éducation nouvelle Île-de-France et l'Association française pour la lecture, avec la revue *N'Autre école*, le site Questions de classe(s) et plusieurs militantes et militants individuels<sup>3</sup>.

## TRAVAILLER LES AMBIGÜITÉS

C'est là, peut-être, que réside la spécificité de l'alternative pédagogique en France : dans cet effort continu pour la faire vivre au quotidien, avec et pour les dominé-e-s.

D'autres stratégies ont certes prévalu, en dehors du système – les fameuses écoles Montessori ou Steiner. Mais *a contrario*,

1. Sur ce pédagogue syndicaliste et libertaire, lire « Albert Thierry, l'homme en proie aux enfants » sur [www.questionsdeclasses.org](http://www.questionsdeclasses.org).

2. Édito de *L'Éducateur prolétarien*, octobre 1936.

3. Lancée en 2002 par la CNT-Education, la revue *N'Autre école* est aujourd'hui indépendante et associée au site web Questions de classe(s).

Porter la contestation au sein même du système

## N'Autre collection de livres

Au-delà de la revue, *N'Autre école* c'est aussi une collection de livres aux éditions Libertalia, pour ceux qui veulent changer l'école et la société. Après *Apprendre à désobéir, petite histoire de l'école qui résiste* (Laurence Biberfeld et Grégory Chambat), *Changer l'école, de la critique aux pratiques* (collectif) et *L'École des barricades* (Grégory Chambat), le nouveau titre, *Entrer en pédagogie Freinet* (Catherine Chabrun) propose une introduction concrète et illustrée à cette pratique.

Disponibles en librairie ou sur commande sur le site Questions de classe(s).

dans les classes ou les écoles Freinet, chez les praticiens de la pédagogie institutionnelle ou dans les établissements expérimentaux – le Lycée autogéré de Paris ou celui de Saint-Nazaire par exemple – c'est bien le choix d'agir au sein de l'école publique qui a été retenu. Il s'agit alors de travailler les ambiguïtés d'une institution, traversée par des contradictions, entre domination et émancipation.

L'ambition reste toujours d'avancer vers l'égalité sociale, à travers des pratiques d'émancipation, non plus pour être des gouttes d'huile dans les rouages du système mais pour en être les grains de sable.

Grégory Chambat (Questions de classe(s)/N'Autre école)

## Questions de classe(s), N'Autre école : pas l'un sans l'autre

Depuis deux ans, un collectif issu de divers horizons syndicaux, pédagogiques et associatifs s'est lancé dans l'aventure Questions de classe(s) – Q2C pour les intimes. Ce site web collaboratif est consacré aux luttes sociales dans l'éducation et aux pratiques pédagogiques émancipatrices. Il s'est associé au trimestriel papier *N'Autre école*, qui traite des thématiques liées aux enjeux du moment. Dans le n°2 : les pratiques d'égalité, dans et en-dehors de la classe. Les contributions sont libres et souhaitées !

Web : [www.questionsdeclasses.org](http://www.questionsdeclasses.org)

Revue : Questions de classe(s)/N'Autre école, en librairie ou sur abonnement (20 euros pour 4 numéros).

quartiers

# Se réappropriier les MJC, c'est possible

Oui, une MJC peut être davantage qu'un lieu où l'on fait de l'animation socio-culturelle pour « occuper » les jeunes du quartier. Avec un peu d'imagination et de volonté politique, elle peut jouer un véritable rôle social en lien avec les habitantes et les habitants, et en défendant sa marge d'autonomie vis-à-vis des pouvoirs publics.

Les Maisons des jeunes et de la culture (MJC) ont pris leur essor dans les années 1960, appuyées par une volonté de l'État gaulliste d'« occuper » la jeunesse, alors que la société s'émouvait du phénomène des « blousons noirs » (à chaque époque ses angoisses...). Cependant, dès l'après-Mai 68, désormais considérées comme des « nids rouges », elles sont devenues une cible de la répression, et les pouvoirs publics se sont efforcés de les mettre au pas. Si l'on ajoute à cela la professionnalisation de l'animation, cela fait plus de trente ans que l'on voit s'étioiler les réseaux militants et bénévoles des MJC, et reculer la prise en charge des activités par les usagères et les usagers eux-mêmes. Pourtant, tout n'est pas perdu, comme le montrent certaines expériences.

## REPRISE EN MAIN PAR LES SALARIÉ-ES...

Il y a quelques signes qui donnent à penser qu'actuellement, dans les MJC, nous assistons peut-être à la fin d'un cycle de délégation, où on laissait à des professionnels dociles la gestion des structures, au lieu d'agir pour les gérer collectivement, qu'on soit usager, animateur ou animatrice... Nous pouvons dire qu'avec des personnes comme Franck Lepage<sup>1</sup> ou Laurent Ott<sup>2</sup>, et l'audience relativement large qu'ils rencontrent, on sent monter une envie de réappropriation des lieux d'éducation populaire.

Ce sentiment me semble correspondre à la MJC où je travaille, dans l'Est parisien. En 2011, la structure était en quasi dépôt de bilan, ce sont des salariées – elles-mêmes dirigeantes d'autres associations sur le même quartier – qui ont prêté l'argent pour payer les salaires. En même temps, le lieu a été saccagé par des jeunes en conflit qui ne trouvaient pas leur place dans la structure. Pour certains, la rue est à la fois un lieu de confrontation entre bandes rivales, et un endroit de consommation de drogues à ciel ouvert. Il y a eu des périodes où

l'entrée de la MJC était surveillée par des vigiles...

## ... ET PAR LES USAGERS ET USAGÈRES

Des agoras ont eu lieu en 2011 pour redéfinir un projet avec les salarié-e-s, des bénévoles, des usagères et des usagers. En même temps, un nouveau contrat a été signé avec la Ville pour la gestion de l'équipement et la mise en place d'activités. Dans un premier temps, des travaux de réorganisation des espaces, des salles ont été réalisés, permettant une discussion de ce qu'on y fait ou pas. La bataille a été aussi de faire sortir la consommation et le roulage de joints vers l'extérieur, tout en ouvrant de nouvelles possibilités, par exemple en permettant aux jeunes de proposer et d'organiser des soirées.

Ainsi plusieurs soirées préparées par les jeunes eux-mêmes, avec les jeunes, ont eu lieu. Les finalités de ces soirées ont aussi été débattues : financement d'heures d'enregistrement en studio, une autre soirée pour aider des copains partis en prison. Cela a permis d'ouvrir un débat sur ce que la MJC pouvait cautionner ou pas, ce à quoi les aides pouvaient servir. Si, pour la première soirée, une dizaine de professionnel-les étaient présents, aujourd'hui trois suffisent, les jeunes prennent en charge les tâches et l'organisation, ce qui est la condition pour que la MJC ouvre ses portes à la nuit tombée.

## REDEVENIR UN LIEU DE SOCIALISATION ET DE SOLIDARITÉ

Progressivement, il s'agit d'être à nouveau un lieu de socialisation et de jeux non marchands. On peut mettre en place une réflexion sur la consommation, disposer sur les présentoirs aussi bien les concerts à l'église du coin que des concerts punk dans les bars du quartier. Un vrai éventail de choix.

Un « livres service » (où l'on peut laisser ou prendre des livres) a été mis en place. Des films et des débats ont lieu aussi : sur l'agriculture, sur les sans-papiers, sur le Chiapas et l'EZLN...

La MJC a développé des outils de solidarité en ayant un fort public de sans-papiers : à travers les ateliers d'aide aux devoirs, les cours de français-langue étrangère (FLE) pour les parents non francophones, les permanences d'écrivain public, les ateliers de recherches d'emploi, d'utilisation de l'informatique... Il y a aussi les sorties au stade, les livres donnés, la bibliothèque, la mise à disposition de documents sur les droits sociaux, sur les activités gratuites à Paris l'été, etc... Il s'agit avant tout de garder et de se réapproprier des principes de bases de l'éducation populaire que sont la gratuité, la solidarité, le partage, le faire-ensemble, développer l'esprit critique et le savoir.

## DES LUTTES DE CLASSES À LA MJC

Redéfinir le projet de la MJC, c'est éliminer les activités où l'association n'est qu'un prestataire de locaux sans lien avec les habitantes et les habitants. Les activités, même imposées par le cahier des charges de la mairie, doivent permettre la coexistence de toutes les catégories sociales. Nous avons réussi jusqu'à maintenant, malgré la contrainte des nouveaux rythmes scolaires et la paupérisation notamment dans les classes moyennes. Il s'agit de veiller à ce qu'il n'y ait pas d'un côté des activités pour les riches et de l'autre des activités pour les pauvres, mais de maintenir la diversité dans toutes les actions.

Les discussions avec les collectivités territoriales qui veulent faire de l'éducation populaire leur bras armé consistent à rappeler que nous sommes porteurs de valeurs et qu'en fonction de celles-ci, nous déployons des activités propres, voire autofinancés. La pression est importante. Sur Paris, plus la mairie se sent en difficulté, plus elle veut nous faire agir dans son sens. Les subventions peuvent conduire à des diktats, après

## Politiques de la ville : faut montrer patte blanche !

Depuis la fin des années 1970, ce que l'on connaît aujourd'hui sous le nom de « politique de la ville » a consisté à traiter les symptômes des inégalités frappant les quartiers populaires, en liant des mesures sur l'éducation, l'emploi, la sécurité, et la rénovation urbaine. Ces multiples dispositifs ont engendré une forêt de sigles (ZEP, DSQ, ZUS, ZRU, ZFU, GPV, ORU, SRU, ANRU, ACSE, CIV, CUCS, CGET...) visant chacun à corriger un symptôme. Sur le fond, rien n'a changé. Pire : les indicateurs montrent une aggravation des inégalités.

Parce qu'elle est impulsée d'en haut, qu'elle est complexe et rend les associations dépendantes des subventions publiques – avec le clientélisme que cela peut entraîner –, la politique de la ville a beaucoup déstructuré les solidarités, les regroupements plus ou moins informels, les mouvements associatifs qui existaient dans les quartiers populaires. Il en résulte un recul des espaces culturels propres à ces quartiers et une atomisation des habitantes et des habitants.

Or, depuis ses débuts, la politique de la ville prône la « participation active des habitants », vise à « faire des habitants des acteurs du changement ». Mais les communautés sont suspectées de communautarisme, mais les mobilisations collectives sont accusées de défendre des intérêts particuliers... La « mixité sociale » et le « vivre-ensemble », tant vantés, sont surtout un « vivre comme nous » : chacun est invité à rentrer individuellement dans « la République », en laissant à la porte son survêt-baskets-casquette, son boubou ou sa djellaba.

Adeline (AL Paris nord-est)

quoi les associations ne proposent plus mais se plient aux exigences des élu-es.

Il faut aussi se battre contre les pressions sur les personnels qui, sous prétexte de leur engagement, sont parfois maltraités au travail. SUD-Asso, qui syndique les salarié-es d'associations, parle de « syndrome de Stockholm » pour évoquer ces travailleurs qui épousent le point de vue de leur patron, parce qu'il est « de gauche »...

Il est nécessaire d'aller vers plus de coopération entre structures dans les localités, pour contrebalancer la mise en concurrence des associations, qui a fait fermer leurs portes à plus de treize MJC en Île-de-France en 2015 !

Noël (AL Oise/secteur asso CNT-SO)

1. Militant critique du rôle de la culture dans notre société, il est cofondateur de la scop d'éducation populaire Le Pavé, et est l'auteur de plusieurs « conférences gesticulées » sur la protection sociale, l'enseignement...

2. Formateur dans une école de travail social, il est aussi militant associatif, animateur, chercheur, auteur de plusieurs livres...

pratiques

# De nos colères communes,

Dans les pratiques d'éducation populaire, on trouve du bon et du moins bon. A tel point qu'on peut parfois s'interroger sur les motivations de certains et certains : briller ? se faire mousser ? se croire au-dessus de la mêlée ? Au risque de déplaire, il faut le rappeler ici : l'éducation populaire c'est agir en égaux, avec humilité, et faire progresser notre conscience de classe.

Qu'est-ce que l'éducation populaire ? Ce sont des espaces ayant pour but de produire des savoirs critiques et mobilisateurs. Mais comment s'y prendre pour produire de tels savoirs ?

On peut identifier trois courants, qui se situent tous en dehors du joug de l'État et de ses labels, et qui, poursuivant le même objectif, mettent en œuvre des pratiques très contradictoires voire totalement divergentes. Ces contradictions trahissent des conceptions différentes du rapport à la production et à la diffusion des savoirs. On peut en identifier trois principales : le courant humaniste, le courant pédagogue, et un courant plus matérialiste.

Si les deux premiers présentent des convergences parfois saisissantes avec les institutions dominantes, le dernier s'efforce de prendre en compte la réalité des classes sociales et ses enjeux politiques.

## UN COURANT HUMANISTE : ENTRE DISTINCTION ET BONNE VOLONTÉ CULTURELLE

Dans le sillage de l'idéologie des Lumières, le courant que l'on peut qualifier d'humaniste est porté par une vision du monde progressiste fondée sur la foi dans l'instruction : « le savoir » est considéré comme un pouvoir d'émancipation des esprits, constituant la base de l'éducation d'un individu libéré de l'obscurantisme et d'une citoyenneté éclairée. Il s'agit de mettre le patrimoine universel à disposition du peuple.

Pour cela, des cours magistraux sont dispensés, et les grands savants de la République sont invités à faire partager leurs lumières au plus grand nombre. Ce qui est visé, c'est une appropriation individuelle des savoirs, « une construction de soi », selon les mots de Michel Onfray.

L'Université populaire de Caen de Michel Onfray constitue en effet l'exemple type de ce courant humaniste. L'objectif d'Onfray, c'est un illusoire « *élitisme pour tous* ». Il s'agit, comme dans les universités populaires des années 1900, de changer les individus et leur mentalité. Dans cette philosophie humaniste, qui appelle tacitement à l'acculturation et à la déculturation des classes dominées, on retrouve au mieux l'idéalisme, et au pire le colonialisme...

**L'objectif  
d'Onfray :  
un illusoire  
"élitisme  
pour tous"**

Qui sont les personnes qui sont intéressées par ce genre de proposition ? Ce sont principalement des professeurs, des artistes, des personnes qui possèdent un capital économique suffisant pour avoir le loisir d'assister à ce genre de cours magistraux. En faisant cela, ils acquièrent et développent leur « culture légitime », et se donnent ainsi les moyens d'une ascension sociale. Ils sont, selon les mots du romancier communiste Paul Nizan, « *candidats à la bourgeoisie* ».

Les classes populaires quant à elles sont totalement exclues de ces espaces. Et cette exclusion est niée par les partisans et les partisans de ce courant humaniste : ils et elles arguent en effet



que la gratuité et la non-sélection permettent aux classes populaires de profiter de ces espaces. Mais l'observation la plus basique nous montre de façon évidente que ce n'est pas le cas.

Si ces lieux sont si excluant pour les classes populaires, c'est parce qu'ils sont pétris des habitudes de la classe dominante : le langage est raffiné et lent, le corps est mis à distance, le public est placé dans une situation de totale passivité, l'abstraction est la règle et la matérialité quasiment inexistante. Ces lieux constituent une cérémonie sociale de dis-

tingtion : on s'y comporte comme la classe dominante attend qu'on s'y comporte.

## UN COURANT PÉDAGOGISTE : LE GOÛT DU CONSENSUS ET DE LA RHÉTORIQUE

Au croisement de l'éducation populaire et de l'animation, on rencontre beaucoup de gens passionnés par les pédagogies actives.

Qui sont ces personnes ? On remarque chez elles une unité sociologique frappante. Beaucoup sont plus ou moins autodidactes ; elles ont un rapport ambivalent au système scolaire, qui leur fait critiquer l'instruction tout en reconnaissant l'importance d'un savoir critique. Elles ont parallèlement un fort besoin d'être « entendues » et légitimées, qui entre en contradiction avec des velléités volontiers libertaires qui les retiennent de vouloir prendre le pouvoir.

Leur posture est théorisée par le philosophe Jacques Rancière dans son ouvrage *Le Maître ignorant* : ils enseignent ce qu'ils ignorent, et revendiquent une égalité de principe (et non une égalité de faits). Or, et c'est là que le bât blesse, cette posture leur permet de contourner la ques-

## Comment mobiliser les gens ? Trois registres d'intervention

Le 1<sup>er</sup> registre, d'orientation marxiste, se base sur la conscience d'appartenir à un groupe dominé (domination de classe, de race, de sexe, d'âge). Or si nous savons que ces groupes dominés existent objectivement (*la classe en soi*), l'éducation populaire travaille à développer la conscience d'en faire partie (*la classe pour soi*).

Le 2<sup>e</sup> registre s'inscrit dans la tradition bourdieusienne. Chaque personne ajuste son comportement à son milieu social, faute de quoi elle se retrouve en « *crise de codes* ». Pour dépasser cette crise, les humanistes préconisent d'ajuster son comportement au milieu. Pour les matérialistes au contraire, ce désajustement est un facteur de mobilisation pour changer les règles du jeu.

Le 3<sup>e</sup> registre nous vient de Spinoza. Pour lui, la puissance d'agir, c'est le pouvoir d'affecter ou d'être affecté. Plus nos affects (qui nous viennent toujours de l'extérieur) sont joyeux, plus notre puissance d'agir sera importante, et l'inverse se produit avec des affects tristes. Attention cependant que nos affects ne nous conduisent pas à nous mobiliser contre nos intérêts.

# apprendre ensemble

tion des inégalités sociales et matérielles, qui compliqueraient grandement les choses... Rien d'étonnant donc à ce que ces militantes et militants affectionnent les ateliers « non violents » de coopération consensuelle, plutôt que d'accepter la conflictualité des rapports sociaux et de la mettre au jour.

On retrouve dans ce comportement ce que Marx appelait l'« objectivisme petit-bourgeois » : « *Le démocrate, parce qu'il représente la petite bourgeoisie, par conséquent une classe intermédiaire au sein de laquelle s'émeuvent les intérêts des deux classes opposées, s' imagine d'être au-dessus des antagonismes de classe* »<sup>1</sup>.

Sur la forme, ces militantes et militants théâtralissent volontiers leurs interventions et s'opposent toujours aux formes magistrales. Ils et elles complètent une apparence cool et sympathique avec une rhétorique à toute épreuve qui leur permet d'impressionner des apprenants admiratifs. Ils et elles se plaisent par ailleurs à mobiliser des éléments de psychanalyse. En participant à leurs stages ou ateliers, on pourra alors se faire psychanalyser à moindre frais...

Mais en privilégiant le tech-

nique au politique, et la psychanalyse au social, ce courant prend le risque de dépolitiser et de désocialiser, et donc de faire le jeu des idéologies dominantes, et ce malgré leur velléité d'être alternatifs.

## UN COURANT MATÉRIALISTE : DU PESSIMISME DE LA CRITIQUE À L'OPTIMISME DE L'ACTION

Là où les deux courants décrits précédemment cherchent avant tout à provoquer des changements de mentalité, le courant matérialiste recherche avant tout le changement des pratiques. Plutôt que la construction de soi du petit-bourgeois dominant, il valorise les mobilisations collectives et ses nécessaires tâtonnements. Plutôt que le statut de *classe-objet* (pensée, parlée et éduquée par d'autres), c'est celui de *classe-sujet* (pensant, parlant et s'auto-éduquant) qui est recherché.

Ce courant trouve sa source dans les mouvements ouvriers, féministes, antiracistes, anticolonialistes et de jeunes : l'auto-éducation populaire des premières et premiers concernés se réalise dans la prise en charge

collective de la colère. C'est par cette mobilisation collective que se créera un « processus joyeux », par les échanges et la discussion que l'on analyse ensemble les situations sociales que l'on vit, et que l'on produit des savoirs. Mais vous ne trouverez ces démarches dans aucune littérature consacrée à l'éducation populaire, mise à part la thèse d'Alexia Morvan<sup>2</sup>.

Pourtant, elles sont mises en œuvre ici ou là, et se réclament de l'éducation populaire. On peut en citer quelques exemples.

Le premier, c'est l'association La Trouvaille<sup>3</sup>, à Rennes : c'est un collectif de femmes, dont deux se sont battues contre la violence patriarcale au sein de la scop Le Pavé - autodissoute

aujourd'hui. Vous pouvez y jeter un œil sur leur site.

Le seconde, c'est Ch'faïd<sup>4</sup>, association de Libercourt, au cœur du bassin minier du Pas-de-Calais. Ch'faïd mène une action-recherche sur l'héritage de la classe ouvrière, la culture minière et l'immigration. Pour cela, les membres de Ch'faïd explorent leurs histoires personnelles et familiales, et question-

nent ce qu'ils subissent et ce que leur parents ont subi de la part des institutions sexistes, coloniales et classistes. Ch'faïd est soutenue par l'association Phare pour l'égalité, qui réunit des sociologues qui sont eux aussi des héritiers et héritières de cette histoire des mines et de l'immigration. À l'encontre des règles de la sociologie qui veulent que la ou le sociologue soit extérieur à son sujet, les membres de Phare pour l'égalité font le choix de se positionner comme objets et sujets de leurs études, car ils sont affectés par le sujet qu'ils étudient, et ils participent collectivement à la construction d'un savoir qui sert leurs intérêts communs.

Au travers de cette démarche matérialiste, on retrouve l'idée développée par le sociologue Abdelmalek Sayad : on ne comprend que ce qu'on a intérêt à comprendre. C'est le besoin qui crée le savoir.

**Joachim Rebecca, sociologue et ancien membre de La scop Le Pavé**

**Ch'faïd mène une action sur l'héritage de la classe ouvrière**

littérature

## Oui, le papier peut trancher

Pour résister à l'hégémonie culturelle des classes dominantes, le collectif éditorial Béton ArméE publie des livres fleurant bon la fierté de classe et l'esprit rebelle des quartiers populaires.

L'hégémonie culturelle est un concept développé jadis par Antonio Gramsci, militant marxiste italien interné sous Mussolini, autour d'une interrogation prégnante sous le fascisme et qui peut se poser ainsi : « Pourquoi le peuple est-il le plus souvent du côté des classes dominantes ? » Gramsci donne une explication : l'hégémonie culturelle des classes dominantes, qui véhicule l'idéologie dominante et détourne les exploités de leurs intérêts propres. Aussi insiste-t-il sur l'importance pour les révolutionnaires de ne pas désertier le terrain culturel.

Regarder du côté de Gramsci aujourd'hui aide à comprendre l'ampleur des reculs militants dans les quartiers populaires. Nous constatons, au fil des restructurations néolibérales, la destruction des solidarités ouvrières. Or ces dernières permettaient l'existence d'espaces de sociabilité, relationnelle et affective, autant dire d'espaces culturels pour mener une bataille idéologique face aux classes dominantes.

Comment remédier à cela ? Prêcher la bonne parole dans les milieux populaires, c'est bien. Aider matériellement les milieux populaires à créer leurs propres espaces culturels, c'est mieux. On n'éduque pas le peuple, on aide à

créer des espaces où le peuple s'auto-éduque.

### « LA NOURRIR SANS LA CONDUIRE »

Parmi les espaces de culture militante issus des milieux populaires, on peut citer l'expérience du collectif Béton arméE, qui publie des livres aux éditions BboyKonsian. En août 2012, sa déclaration d'intention disait : « Cette collection a pour but de rendre accessible aux mondes enragés des paroles de quartiers, des rêves de rupture, des mémoires de luttes, des analyses critiques sur et en provenance de toutes les rues, usines, chantiers, charters et prisons, marges et territoires de chasse du pouvoir. Parce que nous ne voulons pas participer à cet ordre des choses, mais le détruire.

parce que, pour cela, il faut cesser d'être divisés et nous organiser librement. Parce qu'une puissance ingérable émerge des quartiers populaires et que nous voulons continuer à la nourrir sans la conduire. »

Dans la collection Béton arméE sont parus, entre autres un roman documentaire du chercheur indépendant Mathieu Rigouste, *Le théorème de la hoggra. Histoires et légendes de la guerre sociale* (2011), un recueil de poèmes du rappeur Skalpel, *Fables de la mélancolie* (2012), un recueil de textes sur le travail, *Le Charbon* (2014), « pour faire croire à ton chef que tu veux juste le gifler avec. Et lui faire découvrir alors comme le papier peut trancher ».

**Nico Pasadena (AL Montreuil)**

1. Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Napoléon Bonaparte*, Editions sociales, 1963, p-45
2. Alexia Morvan, « Pour une éducation populaire politique », thèse de doctorat en sciences de l'éducation, Paris-VIII, 2011.
3. <http://la-trouvaille.org>.
4. [Facebook.com/Chfaïd](https://www.facebook.com/Chfaïd)

quartiers

# Travailleurs sociaux : entre bonne

Dans les pratiques d'éducation populaire, on trouve du bon et du moins bon. A tel point qu'on peut parfois s'interroger sur les motivations de certains et certains : briller ? se faire mousser ? se croire au-dessus de la mêlée ? Au risque de déplaire, il faut le rappeler ici : l'éducation populaire c'est agir en égaux, avec humilité, et faire progresser notre conscience de classe.

Que l'on soit travailleur social ou enseignant, avoir un regard politique sur ce qu'on fait - et ce que l'on nous fait faire - est fondamental. Beaucoup de jeunes en formation d'éducateur imaginent vaguement qu'ils vont faire un travail altruiste, qui va contribuer à rendre la société meilleure.

Or, une fois l'enthousiasme initial retombé, les tensions et pressions subies te rendent vulnérable. D'une part, les groupes sociaux auxquels tu es confronté te considèrent, à juste titre, comme un collaborateur du système. Beaucoup cherchent la faille pour te faire craquer. D'autre part, la hiérarchie de ta structure, appendice de l'État, t'utilise comme pare-feu. Une fois ton énergie épuisée, le risque augmente de sombrer dans la résignation, le j'm'en-foutisme, l'opportunisme pour « sauver sa peau » voire la dépression.

Dans l'après-Mai 68, nombre de militantes et de militants se sont impliqués dans la création d'associations de quartier revendicatives et actives. Mais après 1981, la gauche institutionnelle au pouvoir a professionnalisé l'intervention sociale à coups de subventions. Elle se créait ainsi une petite armée de « médiateurs » censés défendre la paix sociale, tandis qu'en parallèle le néolibéralisme commençait à faire des ravages en termes de chômage et de misère.

## AGIR EN PARALLÈLE, ET EN TOUTE AUTONOMIE

Avoir une vision politique te permet de comprendre cela et de prendre du recul. Tu en arrives alors vite à la conclusion que - à de rares exceptions près -, ce n'est pas avec la structure dont tu es salarié que tu vas changer le monde, alors que sa mission première est de réguler les tensions sociales...

Il est en revanche possible d'utiliser son expérience pour déve-

lopper en parallèle, et en toute autonomie, une action politique à l'échelle du quartier. Evidemment, ce n'est pas facile. D'une part ta hiérarchie exige un devoir de réserve ; d'autre part les populations concernées peuvent, pendant un temps, ne plus très bien savoir où te situer...

Comment caractériser ces travailleuses et travailleurs sociaux qui n'ont pas renoncé à agir politiquement, de leur propre chef ? On peut les rattacher à la « gauche sociale », cette catégorie théorisée par Alternative libertaire il y a une vingtaine d'années pour l'opposer à la « gauche gouvernementale ». La gauche sociale, ce sont toutes et tous ces militants de terrain - syndicalistes, antiracistes, féministes, antifascistes... - portés sur

la logique revendicative, la parole citoyenne et le contre-pouvoir. Les enjeux électoraux ne structureront pas leur activité, même si parfois ils ou elles peuvent encore nourrir des illusions sur les bienfaits d'un gouvernement de gauche.

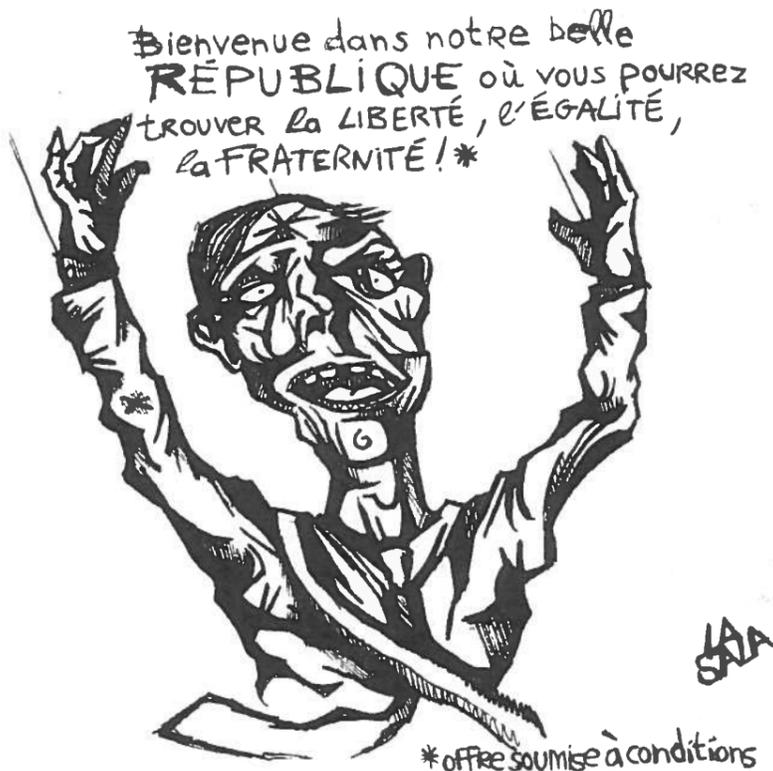
## LA « GAUCHE SOCIALE » DES QUARTIERS

Où peut agir cette gauche sociale ? Une foule d'associations opèrent sur les territoires urbains mais, leurs buts et leurs missions sont variés, voire parfois... antagoniques. On peut en distinguer quatre types :

- les lobbys. Commerçants, amicales sportives, culturelles, de personnes âgées... Souvent apolitiques - ou considérées comme telles par les élu-es -, leurs associations défendent leurs intérêts propres.

- les organismes caritatifs et humanitaires. Secours catholique, Secours populaire, Restos du cœur, etc. offrent avant tout des produits et des aides de première urgence.

- les associations du lien social. Économie sociale et solidaire,



les entreprises d'insertion, les régies de quartier, les associations d'éducation populaire ou de formation font partie de cette catégorie. Elles ont investi les domaines culturel, économique ou social.

- les contre-pouvoirs militants. Groupes féministes, syndicats, associations de locataires, comités de quartier, organisations politiques, antiracistes ou antifascistes... Montées sur des dynamiques militantes, ils sont indépendants des institutions, sauf ceux qui sont inféodés à des partis gouvernementaux ou qui sont subventionnés.

Les militantes et les militants de la gauche sociale évoluent surtout dans les deux dernières catégories. Si le contre-pouvoir laisse toute liberté d'action, il n'en est pas de même pour l'association du lien social que sa dépendance aux subventions oblige à la réserve.

## RASSEMBLER UN RÉSEAU MILITANT

A la frontière du professionnel et du politique, l'activisme peut devenir un véritable parcours du combattant, et l'équilibre entre vie militante et vie privée un exercice compliqué. L'énergie et le

temps dépensés vont souvent bien au-delà des heures ouvrables. Beaucoup s'épuisent devant l'ampleur d'une tâche militante peu gratifiante.

Pour ne pas rester isolé, il est vital de rassembler un réseau militant en capacité d'impulser des dynamiques collectives. Il faut regarder autour de soi afin de débusquer cette « gauche sociale » dans le quartier, et essayer d'y agréger les personnes qui se sentent concernées. Aussi tenu soit-il, ce réseau sera une ressource essentielle lors des mobilisations qui peuvent surgir - contre les violences policières, pour la défense d'un service public menacé. La grande difficulté sera alors d'initier des dynamiques collectives de la façon la plus autogestionnaire possible : sans accaparer la parole, ni la prise de décision.

Cependant, il n'y a pas qu'aux habitantes et aux habitants du quartier qu'il faut s'adresser, loin de là. Parmi les gens à conscientiser, il y a aussi... ses propres collègues. Beaucoup n'ont aucune conscience politique, tout juste une conception humanitaire de leur travail, avec la satisfaction du devoir accompli envers « les pauvres ». En cas de

**Médiateurs censés défendre la paix sociale**

# conscience et action politique

mouvement populaire sur le quartier, au lieu de s'en solidariser, ils et elles peuvent s'en tenir à l'écart par méfiance ou par incompréhension. La peur de se faire taper sur les doigts par la hiérarchie, liée aux pouvoirs publics entre aussi en ligne de compte. Bref, on se rend vite compte qu'il faut aussi œuvrer à l'organisation syndicale, pour élever le niveau de conscience et de solidarité parmi les collègues.

Dans les quartiers populaires, il est une autre catégorie de travailleurs qui ont une posture bien à eux : les enseignantes et enseignants. Les écoles maternelles et primaires sont souvent

implantés à proximité ou au cœur des quartiers. Le hic est que les enseignants ont du mal à « sortir » de l'école, dont la centralité est au fondement de leur engagement. A quelques exceptions près, lorsqu'ils s'ouvrent sur le quartier, c'est avant tout en lien avec l'école.

## ENTRE AUTONOMIE ET DIALOGUE AVEC L'ÉTAT

Au sein de la gauche sociale, l'institutionnalisation crée un malaise récurrent, que le gouvernement soit de droite ou de gauche. Aux avant-postes pour constater les conséquences humaines des politiques néoli-

bérales, les professionnels du secteur social sont souvent au minimum défiants vis-à-vis du fonctionnement étatique et, pour certains, radicalement critiques. Les pouvoirs publics en ont conscience, et redoutent quelque peu la confrontation avec ces militantes et ces militants qui ont une solide connaissance du terrain, et peuvent à l'occasion leur dire leurs quatre vérités.

Cette dichotomie induit des aspirations démocratiques divergentes. La gauche sociale peut

être un appui pour les pratiques de démocratie directe, parce qu'au-delà de sa diversité, elle

est attachée à l'idée qu'il faut redonner la parole aux habitants et aux habitants, et la faire circuler. La libération de la parole, même si elle reste encore loin de l'élaboration et de la prise de décision collective, constitue une première étape vers la démocratie directe. Et rien que cela, souvent, tétanise les élus qui craignent pour leurs prérogatives.

**Biquet (AL Toulouse)**

**Ils et elles peuvent, à l'occasion, leur dire leurs quatre vérités**

community organizing

## Le pragmatisme d'outre-Atlantique

Comme les mouvements Occupy ou Black Lives Matter l'ont récemment rappelé, les mouvements sociaux sont bien vivants aux Etats-Unis. Nombre d'entre eux pratiquent une méthode et une philosophie d'action nommée *community organizing*.

Dans le Chicago des années 1930, un curieux sociologue et activiste dénommé Saul Alinsky concevait le *community organizing* (« organisation communautaire »). Son ambition : l'auto-émancipation des classes populaires. Sa règle d'or, qui n'est pas sans rappeler la devise de la Première Internationale : « Ne jamais faire pour les autres ce qu'ils peuvent faire par eux-mêmes. »

Contrairement à ce que son nom pourrait laisser penser, le *community organizing* n'est pas du « communautarisme ». Il vise certes à rassembler des groupes religieux, raciaux et sociaux très différents, mais à les rassembler autour d'intérêts de classe partagés. Loin de tout spontanéisme, il propose, pour cela, des méthodes précises.

### LEADERS NATURELS ET « FORTS EN GUEULE »

Les classes populaires états-uniennes sont, comme en France, défiants à l'égard du militantisme, aussi les organisations communautaires ont-elles développé des outils très offensifs pour faire sortir les gens de chez eux. Ce principe du *aller vers* se décline de deux façons.

Dans la tradition alinskienne, on s'appuie sur les espaces d'agrégation

existants et les réseaux ordinaires de solidarité dans les quartiers populaires : écoles, collectifs informels, lieux de culte, centres sociaux, etc. Il s'agit de repérer les leaders naturels ou les « forts en gueule », puis de les convaincre d'entrer dans une logique d'engagement plus politique, afin d'entraîner à leur suite leur « communauté ».

Dans une seconde tradition, on cherche à mobiliser les « inorganisés ». Les associations passent alors un temps considérable à labourer le terrain, à faire du porte-à-porte, des réunions d'appartement puis des assemblées générales, afin de repérer des colères partagées à partir desquelles mener des campagnes. Et ça marche : environ la moitié des membres de ces organisations ont un revenu inférieur au seuil de pauvreté. Un public qu'on peine à mobiliser en France.

L'objectif est de faire sortir les gens de chez eux, mais aussi de les politiser. Les organisations communautaires ont pour cela élaboré des méthodes d'éducation populaire très efficaces, notamment vis-à-vis des jeunes, qui font preuve d'une conscience de classe surprenante pour

leur âge. Les adolescents viennent d'abord pour l'aide aux devoirs dispensée l'après-midi, mais surtout pour le local, qui est pour eux comme un refuge.

Public captif, ils sont dès lors l'objet d'un patient travail de conscientisation à base de jeux de rôle, de cours sur les mouvements sociaux ou de

mises en situation. Les enseignements sont toujours politiques, visant à interroger la « marginalisation des minorités », le « mythe de la méritocratie » ou la notion de « système ». Si on est parfois proche de l'endoctrinement, au vu du peu de place laissé

à la contradiction, l'objectif semble rempli : former des militants politisés. Mais c'est surtout dans les luttes que s'acquièrent savoirs et savoir-faire. Généralement, c'est par le rapport de force et la confrontation – manifestations, occupations, sit-in – que les campagnes parviennent à leurs fins.

### TENTATIVES D'ADAPTATION EN FRANCE

Ces méthodes sont au service d'un objectif de transformation sociale : améliorer ici et maintenant le sort des habitants. Les campagnes peuvent concerner des enjeux très locaux – ouverture de nouvelles classes dans l'école du quartier, accès aux transports en commun ou à une

**Porte-à-porte, réunions d'appartement puis AG**

nourriture saine – ou plus ambitieuses – régulation des activités bancaires en Californie du Sud suite à la crise des subprimes, lutte contre les pratiques discriminatoires de la police, augmentation des impôts des riches, etc.

Malgré les clivages qui traversent les quartiers populaires, les associations pratiquant le *community organizing* cherchent à les construire symboliquement en groupe uni. Le pragmatisme qui les caractérise les a cependant parfois fait dériver vers le « développement communautaire », dans une logique de coopération avec les institutions et de partenariat public-privé.

Cette logique de groupe de pression dans les quartiers populaires états-uniens est assez éloignée de la tradition militante française. Elle est pourtant en voie d'importation dans l'Hexagone, autour par exemple de l'Alliance citoyenne à Grenoble, et de collectifs associatifs en banlieue parisienne. Si cette importation du *community organizing* nécessitera une adaptation au contexte français, certains grands principes – le rapport de forces, le *aller vers* – demeureront centraux. Ils dessinent les contours d'une démocratie radicale où les classes populaires seront les actrices de leur propre émancipation.

**Julien Talpin**

● Chercheur au CNRS, Julien Talpin travaille sur le sentiment d'injustice et l'organisation collective dans les quartiers populaires.

féminisme

# L'autonomie, c'est la santé

Connaître son corps, pratiquer l'auto-examen, s'entraider entre femmes : autant de moyens de préserver une saine marge d'autonomie vis-à-vis des professionnels de la santé. Depuis cinquante ans, des féministes tentent, par l'écrit et par la pratique, de faire descendre les blouses blanches de leur piédestal.

Dès les années 1960, les féministes se sont montrées critiques du pouvoir que le corps médical exerce sur les femmes, notamment en ce qui concerne la contraception, la grossesse, les sexualités...

En 1971, aux États-Unis, le Collectif de Boston pour la santé des femmes édite un ouvrage qui, en peu de temps, va s'imposer comme un « classique » du féminisme : *Notre corps, nous mêmes, « écrit par des femmes pour les femmes »*.

On y trouve une foule de témoignages, de photos, de schémas et d'explication très claires sur le fonctionnement de l'appareil génital et reproductif féminin, les méthodes de contraception de l'époque...

Les textes sur la sexualité mettent en avant les rapports de

domination qui la structurent et les manières de les dépasser - connaître son corps, consentir ou non, parler de ses désirs et plaisirs...

## LE MOUVEMENT DU SELF-HELP

De ce côté-ci de l'Atlantique, certains livres très pratiques ont également connu un grand succès. On peut notamment penser

à ceux de Rina Nissim, une gynécologue et naturopathe suisse initiatrice du mouvement du self-help, qui invite les femmes à s'exercer à l'auto-examen. En 1984, elle a publié un

*Manuel de gynécologie naturopathique à l'usage des femmes*, plusieurs fois réédité depuis, qui informe sur les plantes abortives, celles qui calment les douleurs de règles...

**Passées à l'action sans attendre les médecins, ni le législateur**

En plus de ces livres historiques, on ne compte plus les brochures éditées par des groupes féministes pour transmettre les savoirs médicaux sur la santé sexuelle.

Certaines féministes n'hésitent pas à passer à l'action sans attendre ni les médecins, ni le législateur pour prendre en charge leur santé sexuelle. Dans la France des années 1960, où l'IVG était prohibée, les militantes et militants du Planning familial et du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC) pratiquaient des avortements sûrs jusqu'à huit semaines de grossesse, grâce à la méthode Karman qui consiste à utiliser une canule pour vider le contenu de l'utérus.

Cette méthode ne nécessitant pas d'anesthésie était pratiquée par des militantes et militants qui n'étaient pas toutes et tous médecins, mais qui se transmettaient un savoir pratique et en faisaient bénéficier les autres femmes. La loi Veil a mis fin à cette pratique restée illégale, non sans débat au sein du MLAC, qui craignait la dispari-

tion d'un savoir-faire autonome. En effet, si nous avons gagné en sérénité et en égalité avec la légalisation de l'avortement, nous avons perdu en connaissance de notre propre corps et en pouvoir sur nos méthodes de contraception.

Aujourd'hui, on a tendance à s'en remettre aux médecins qui décident pour les femmes, sans que celles-ci soient nécessairement informées de toutes les possibilités qui existent, ni des effets concrets des différentes méthodes de contraception sur leurs corps.

De plus, ces pratiques reposaient sur une vraie solidarité entre femmes, et sur une volonté de prendre en charge collectivement des questions qui aujourd'hui semblent relever uniquement de l'individuel (ou du couple). Si pour celles qui sont bien informées, cette individualisation n'est pas problématique, c'est encore une fois les femmes précaires, analphabètes, isolées, qu'on laisse sur le carreau et aux prises avec le pouvoir médical.

**Auréliine (commission antipatriarcat)**

## Une éducation en tous genres

Le mouvement féminisme n'a pas été qu'un mouvement revendicatif, il a été également un mouvement d'éducation des femmes par les femmes, mais pas uniquement...

Le mouvement féministe des années 1970 a été un mouvement qui a visé l'*empowerment* (capacitation) des femmes. Pour cela, il a été nécessaire tout d'abord de se réapproprier le droit à la parole et de construire un espace pour parler des problèmes jugés importants par les femmes et dénigrés par les militants hommes. Cela a été le rôle des groupes féministes de parole non mixtes.

Les femmes qui y participaient pouvaient, sans être dénigrées ou intimidées par des hommes, y parler de leur problèmes intimes concernant en particulier leur sexualité et plus généralement leur corps.

Ainsi, cette éducation a été également une éducation au corps : la plupart des femmes étant ignorante de l'anatomie de l'appareil génital féminin. Il s'agissait donc d'un espace où

les sujets femmes, à partir de leur point de vue situé, pouvaient affirmer leur expérience subjective face à la rationalité marxiste du discours militant sur la lutte des classes ou à l'expertise masculine biomédicale sur leur propre corps. Il s'agissait de parvenir à une prise de conscience que cette expérience n'était pas qu'une expérience individuelle, mais la condition sociale du groupe femme.

### L'AUTODÉFENSE FÉMINISTE

Mais dans ce processus d'*empowerment* des femmes, la prise de conscience est certes nécessaire, mais elle ne suffit pas pour lever les obstacles à l'action collective. C'est pourquoi, les féministes ont également créé des pratiques telles que l'autodéfense féministe. A la différence du self-defense féminin, l'autodéfense fémi-

niste a été produite par des femmes dans une perspective féministe.

Il ne s'agit pas uniquement d'apprendre des techniques de défense physique : après tout s'il ne s'agissait que d'efficacité de techniques de combat, un cours mixte serait tout aussi valable. Mais les problématiques des femmes sont doubles : du fait des inhibitions liées à la socialisation de genre et de la spécificité sexuée des agressions subies. C'est pourquoi, l'autodéfense féministe commence par viser l'*empowerment* mental. Il s'agit de renforcer la confiance en elles des femmes et de les aider à lever leur inhibition à prendre la parole dans l'espace public, à crier ou à utiliser leur corps comme une arme de défense. Mais en outre, l'autodéfense féministe comprend un volant consacré à la défense verbale aussi bien dans l'espace public, au travail que dans l'espace domestique.

Mais il serait réducteur de penser que l'éducation féministe se limite à

une éducation qui s'adresse aux femmes.

### CERCLES DE RÉFLEXION ET DE LECTURE

Des cercles de lectures féministes ont pu être mis en place dans les milieux LGBT (lesbien-gay-bi-trans) ou par des militants hommes. Dans ce cas, il s'agit de personnes qui estiment nécessaire pour leur éducation militante, et pour éviter le sexisme dans leur comportement quotidiens, de se former au féminisme par la lecture de textes importants de ce courant.

Enfin, parce que c'est aux femmes qu'est le plus souvent confié au sein de la famille la plus grande part dans l'éducation des enfants, mais également parce qu'elles sont majoritaires dans les métiers de de l'enseignement et du social, les féministes ont particulièrement développé une réflexion sur l'éducation, mais également la pédagogie.

**Irène Pereira**